

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACI.

DAT.

5/2

Walraevens

24.11.1988

M. le Président.- Je vous rappelle que la Commission d'enquête
a les pouvoirs attribués au juge d'instruction (suivant l'article
4 de la loi du 3 mai 1880).

Je vous demande de prêter le serment en
levant la main droite et en vous rappelant que tout coupable de
faux témoignage sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois
ans et privé de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité pen-
dant cinq ans au moins et dix ans au plus (suivant l'article 9).

~~Je vous demande donc, Monsieur Deprêtre,~~

~~de prêter~~ serment en prononçant les mots suivants : "Je jure de
parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et
rien que la vérité".

~~M. Deprêtre~~ prête serment.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/3

Walraevens

24.11.1988

M. le Président. - Vous êtes le bienvenu, Monsieur le Procureur du
Roi.

:

Ce que je demande d'abord à tous les témoins, c'est
de se situer. Vous m'avez demandé la permission de faire un
exposé, puisque vous vous êtes préparé très concrètement à l'audience
de la séance d'aujourd'hui. Vous avez mis vos idées et vos pensées
par écrit et vous préférez exposer celles-ci immédiatement et
dans un ensemble.

Gaan
~~de~~

de leden van deze Commissie hiermede akkoord ?

Het woord is aan de heer Coveliers.

De heer Coveliers.- Mijnheer de Voorzitter, ik ga daarmede akkoord

op voorwaarde dat de uiteenzetting niet te langdurig is en dat er

nog een aantal concrete vragen aan deze getuige kunnen gesteld worden.

5/4

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

Walraevens

24.11.1988

De heer Voorzitter.- De heer Procureur des Konings zei dat hij volledig ter beschikking is van de Commissarissen, maar dat het waarschijnlijk wenselijk zou zijn deze uiteenzetting vooreerst te houden omdat hij niet alleen hetgeen hij beleefd heeft maar ook suggesties die hij heeft, wil formuleren.

mlh
Ik ~~gehoef~~ dat wij zodanig veel vragen hebben die daarop goed zullen aansluiten.

Combien de temps prendra votre exposé, Monsieur le Procureur du Roi ?

M. Deprêtre.- Je ne dépasserai pas la demi-heure.

M. le Président.- La parole est à M. Deprêtre, Procureur du Roi à Nivelles. Je vous prie de bien vouloir vous situer au préalable.

M. Deprêtre.- Monsieur le Président, Messieurs les Commissaires,

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/5

Walraevens

24.11.1988

je vais me situer en 1980, au moment où j'ai pris les fonctions
de Procureur du Roi à Nivelles.

En 1980, lorsque j'ai pris mes fonctions de Procureur
de l'arrondissement de
du Roi Nivelles, j'ai constaté une progression plus accentuée que
dans d'autres régions du pays d'une délinquance qui, si elle se
montrait encore dans les limites d'un banditisme classique - hold-ups
sur des agences bancaires ou des bureaux de poste et cambriolages
nocturnes - n'en recélait pas moins les ^{indices} ~~hommes~~ inquiétants et prévi-
sibles d'une délinquance plus violente et carrément meurtrière.

Il faut savoir qu'au cours des dix dernières années,
l'arrondissement de Nivelles était devenu spécialement dans sa partie
occidentale, (Wavre, Rixensart, Genval, Lasne, Ohain, Waterloo, Braine
l'Alleud et Nivelles) l'une des régions les plus riches du pays.

Bien plus qu'un simple dortoir, l'arrondissement était devenu l'espace

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/6

Walraevens

24.11.1988

cossu et aéré d'une multitude de résidences d'industriels, de cadres, de fonctionnaires et de professions libérales.

Toute une infrastructure de service avait suivi. Multiplication des agences bancaires et implantation de nombreuses grandes surfaces et restaurants.

Bref, l'arrondissement de Nivelles était connu et était devenu une région où peut-être comme nul^u part ailleurs il^{3/} y avait^à d'innombrables endroits, le jour comme la nuit, autant d'argent et autant de richesses.

Le matin, il y avait de l'argent dans les agences bancaires. Je signale ici que dans une commune qui, il y avait vingt ans, était encore rurale et où il n'y avait pratiquement qu'un bureau de poste, s'étaient implantées en dix ans une vingtaine d'agences bancaires.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/7

Walraevens

24.11.1988

La nuit, il y avait les titres, les bijoux, les oeuvres d'art dans les villas isolées.

Et enfin, entre le jour et la nuit, entre chiens et loups, pourrais-je dire, il y avait ^à certains jours, le vendredi et le samedi, à certains endroits de l'argent à voler, notamment dans des restaurants, mais aussi dans des grandes surfaces, où aux environs de vingt heures se trouvait beaucoup plus d'argent que le matin dans les agences bancaires.

Je dois ajouter qu'au cours des vingt dernières années, l'arrondissement de Nivelles était devenu aussi le plus sillonné en autoroutes, de nouveaux réseaux routiers à grande rapidité s'étaient également superposés sur l'ancien réseau, qui désencombré permettait ~~une~~ une circulation à grande vitesse, ^{en} sorte, que les auteurs d'un acte de banditisme commis à n'importe quel endroit de l'arrondissement, que

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/8

Walraevens

24.11.1988

ce soit de jour ou de nuit, pouvaient être assurés de franchir les limites de l'arrondissement dans les quinze minutes, c'est-à-dire bien avant que les barrages prévus par l'état d'alerte tel qu'il était organisé à l'époque, n'aient pu être mis en place.

L'infrastructure de sécurité nécessaire à la protection des biens et des personnes, qui aurait dû répondre à la nouvelle configuration socio-économique de l'arrondissement, n'avait pas suivi, ni sur le plan préventif, ni davantage sur le plan répressif.

En 1980, les cadres de la gendarmerie et de la police comunale n'avaient guère évolués depuis des années et ils n'étaient même pas complets. Aucun commissariat de police n'était ouvert la nuit. Pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement la sécurité nocturne était abandonnée à une douzaine de gendarmes et sporadiquement à l'une ou l'autre patrouille de la police communale. Quant à ma

CHAMBRE - KAMER

COMMISSION
D'ENQUÊTEONDERZOEKS-
COMMISSIE

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/9

Walraevens

24.11.1988

brigade de la

police judiciaire, elle se composait de quatorze personnes.

Je me suis profondément inquiété de la potenti^{alité}

criminelle de cette situation et j'en ai alerté les pouvoirs politiques au niveau national et au niveau régional, soit par le canal de mes autorités supérieures, soit directement.

Dans un rapport du 9 mars 1981, destiné au Département de la Justice au sujet du fonctionnement de ma police judiciaire, j'écrivais ceci : "L'insécurité nocturne qui y règne à la suite de la rarefaction des patrouilles de police et de gendarmerie, et enfin un certain isolement des lieux et des personnes résultant de son caractère semi-rural, me font redouter que mon arrondissement ne devienne prochainement le champ privilégié de prospection, puis d'action d'un milieu déjà existant ou à naître. Les activités de recherche de la police judiciaire devraient donc passer du luxe au

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/10

Walraevens

24.11.1988

nécessaire. J'ai le sentiment que la brigade de police judiciaire auprès de mon Parquet n'a pas malgré son dévouement, l'efficacité et la présence qu'elle devrait avoir."

Dans un rapport du 16 mars 1982, qui concerne également ma brigade de police judiciaire, j'écrivais : "Ainsi que je le craignais, la délinquance nocturne a pris de graves proportions. La plupart des actes de vol~~s~~ et de violences~~s~~ ont été commis la nuit. Aucune police communale de mon arrondissement n'a de permanence la nuit et par ailleurs, les restrictions budgétaires de la gendarmerie ont notoirement réduit~~s~~ ses patrouilles nocturn~~es~~ qui naguère constituaient une prévention efficace. Pour compenser ces carences, il serait souhaitable que la police judiciaire puisse organiser sporadiquement la nuit, des activités de recherche dans les endroits où les cambriolages et les agressions sont régulièrement signalés. Elle

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.7

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/11

Walraevens

24.11.1988

n'en a hélas pas les moyens."

Par ailleurs, en ce qui concerne la gendarmerie et sa manière de servir, j'ai écrit dans un rapport du 2 mars 1981, destiné au Ministre de l'Intérieur, ceci : "D'une manière générale, les interventions de la gendarmerie spécialement pour ce qui concerne la délinquance ^{de} ~~aux~~ droits communs, ont sensiblement augmenté~~es~~, alors que paradoxalement des restrictions rigoureuses lui sont prescrites. Ces restrictions qui lui sont imposées, tant en prestations qu'en moyens, sont ridicules. Il ne faut en effet pas être un criminologue de toute première force pour savoir qu'une période de récession économique prolongée est toujours génératrice d'une augmentation de la plupart des formes de délinquances contre les biens et contre les personnes. Seule une politique efficace de prévention peut constituer un frein à cette augmentation et la seule prévention efficace

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/12

Walraevens

24.11.1988

consiste à pratiquer une présence physique effective des forces de l'ordre. Or, dans mon arrondissement, entre vingt heures et huit heures, il n'y a ni police communale, ni police rurale. Les restrictions budgétaires qui lui sont imposées entraîneront une raréfaction des patrouilles de gendarmerie de nuit, de telle sorte que mon arrondissement va progressivement s'installer sous le signe de l'insécurité nocturne la plus totale. Je ne puis dès lors que me faire écho des ~~condoléances~~ doléances émises par les commandants..." - c'est toujours la suite de mon rapport, Monsieur le Président - "... des districts de Nivelles et de Wavre dans les rapports qu'ils m'ont adressés. A défaut de pouvoir mettre en oeuvre une prévention de présence physique, la gendarmerie constitue actuellement dans mon arrondissement des réseaux d'indicateurs. Ce processus ne m'a pas été dissimulé. Dans le discours qu'il a prononcé le 18 octobre dernier ..." - c'était le

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/13

Walraevens

24.11.1988

18 octobre 1981 - "... lors des fastes de la gendarmerie du district de Nivelles, le capitaine Gilbert a adressé un appel au public, que certains ont qualifié d'appel à la délation. Ce mode de prévention de repli est certes peu coûteux et, à la longue, il peut se révéler efficace. Les choses étant ce qu'elles sont, je ne puis a priori les condamner. Mais il entraînera une situation malsaine. A mon insu certains délinquants pourront bénéficier d'une véritable protection pour prix de leurs indications."

Dans un rapport du 19 avril 1982, j'écrivais : "Les restrictions budgétaires qui ont entraîné l'interdiction de prestations d'heures supplémentaires et la limitation stricte du carburant, ont sérieusement handicapé le travail de la gendarmerie. Ces restrictions expliquent en grande partie la ^{démission} ~~délimitation~~ des perceptions immédiates; par ailleurs, elles expliquent aussi la grande augmentation

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/14

Walraevens

24.11.1988

du nombre de vols qualifiés, dont la plupart ont été commis la nuit.

Ainsi que je l'ai expliqué l'an dernier, il n'y a - dans mon arrondissement - entre 20 heures et 8 heures, ni police communale, ni police rurale. La raréfaction des patrouilles nocturnes de la gendarmerie a certainement favorisé dans de larges mesures l'augmentation des cambriolages pendant la nuit. Je n'ai pas manqué d'attirer l'attention des deux commandants de districts sur la nécessité de pratiquer une présence physique plus effective dans l'arrondissement entre 20 heures et 8 heures. Ils se sont ralliés à mon souhait et depuis le début de l'année 1982 des opérations "coup de poing" sont régulièrement organisées. On peut espérer que ce type d'opérations portera ses fruits, notamment en dissuadant le milieu de la capitale de considérer l'arrondissement de Nivelles comme un terrain d'opération rentable et sans grand risque."

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/15

Walraevens

24.11.1988

Ensuite, dans un rapport du 6 avril 1983, j'écrivais :

"Pour le reste, je dois, comme l'an dernier, regretter que les mesures de restrictions dont elle fait l'objet, ne permettent pas à la gendarmerie d'assumer pleinement son rôle préventif à l'égard des diverses formes de délinquance grave (agressions à mains armées et cambriolages ^{Surtout} ~~souvent~~ nocturnes) par une présence plus fréquente sur le terrain.

Je dois cependant signaler qu'à la suite des souhaits que je leur avais exprimés au début de l'année 1982, diverses opérations "coup de poing" ont été organisées dans les deux districts, mais ces opérations devraient être plus fréquentes, de même que les patrouilles nocturnes que seule la gendarmerie est à même de réaliser dans mon arrondissement de façon systématique."

Et enfin, par une lettre du 20 mai 1983, j'avais également alerté les bourgmestres de mon arrondissement et je les avais

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/16

Walraevens

24.11.1988

adjurés de veiller à ce que leur police communale puisse avoir rapidement les moyens de s'impliquer dans la lutte contre le banditisme :

dont la montée et la violence m'angoissaient de jour en jour. (Je ne vais pas, Monsieur le Président, Messieurs les Commissaires, vous lire cette lettre. Elle est très longue, elle a neuf pages, je vous en remets une photocopie. Permettez-moi simplement de vous donner lecture de trois paragraphes de la dernière page.

"Je suis persuadé que la présente lettre ^{ne} tiendra toute l'attention de chacun d'entre vous. Elle ne constitue, évidemment pas - dois-je le préciser - une invitation à ^{à régler} ~~à régler~~ le Brabant wallon en une sorte de mini-état policier. Il s'agit uniquement d'être conscients, tout d'abord d'une situation, ^{de} la progression inquiétante dans notre arrondissement d'une délinquance grave aux conséquences tragiques ; ensuite, de ce que cette progression ne pourrait être

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/17

Walraevens

24.11.1988

enrayée, ni ~~à~~ réduite que par des moyens préventifs appropriés, plutôt que par une répression accrue. La répression n'est jamais que l'échec de la prévention."

Vint alors le cambriolage meurtrier du Colruyt de Nivelles en plein milieu de la nuit du 16 au 17 septembre 1983.

Puis ceux du restaurant des Trois Canards à Ohain, dans la soirée du

^{octobre}
2 ~~avril~~ 1983. Puis ceux du Delhaize de Beersel, le 7 octobre 1983,

peu avant 20 heures à la lisière de l'arrondissement de Nivelles.

Les malfaiteurs prirent la fuite à bord d'une voiture Golf GTI, dont

on sut ultérieurement, lorsqu'elle fut retrouvée dans le Bois ^{à Koekel} ~~de~~,

de l'arrondissement de Charleroi, qu'elle avait été volée sur le

parking du restaurant des Trois Canards le 2 octobre 1983.

Les auteurs de ces différents faits avaient vraisemblablement

pu se rendre sur les lieux de leurs forfaits, puis s'en échapper

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/18

Walraevens

24.11.1988

sans risque, parce qu'à la suite des reconnaissances préalables qu'ils avaient certainement effectuées, ils avaient acquis la certitude que, d'une part, ils n'avaient préventivement, ni été repérés, ni été observés par aucune gendarmerie ou police communale, car il n'en existait pas et que d'autre part, à la faveur de cette même absence, ils pourraient rapidement rejoindre leur tanière sans craindre d'être interceptés ou même immédiatement recherchés, ne fût-ce que par un signe d'identification rapide exploitable.

Ce ne fut qu'à la fin du mois d'octobre 1983 et par hasard que l'on apprit que les faits du Colruyt de Nivelles, du restaurant des Trois Canards et du Delhaize de Beersel et de surcroît, ceux de l'Auberge du Chevalier de Beersel, antérieurement le 23 décembre 1982, du hold-up du Delhaize de Genval le 11 février 1983 et du Colruyt de Halle le 3 mars 1983, devaient avoir été commis par la même

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/19

Walraevens

24.11.1988

bande de malfaiteurs.

M. le Président. - Vous dites "trouvé par hasard". A quelle période ?

M. Deprêtre. - Le 22 octobre 1983, vous aurez l'explication tout de suite, Monsieur le Président.

A l'époque, pas plus qu'à ce jour, il n'existait dans notre pays en matière de criminalité, une centralisation des expertises en balistique. Dans chaque arrondissement, les Juges d'Instruction et les Parquets faisaient appel - c'est toujours la même chose actuellement - à tel expert en balistique ou à tel autre, en fonction de leur disponibilité ou en fonction de l'appréciation qu'ils s'étaient fait de leurs compétences.

Dery

Le hasard fît que M. l'Expert ~~Deprêtre~~ avait été désigné par des magistrats différents dans la plupart des faits ci-dessus évoqués et qu'il put ainsi, par un rapport du 22 octobre 1983, établir

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/20

Walraevens

24.11.1988

qu'ils étaient tous liés.

D'autres éléments, en l'occurrence l'utilisation de plusieurs véhicules volés, confortèrent ces liaisons et la connexité de ces divers faits.

Commencèrent alors les recherches tentaculaires qu'à l'époque, faute de moyen en personnel, il ne fut pas possible de centraliser, ni au niveau de l'instruction, ni au niveau des investigations sur le terrain.

Si une cellule d'enquête fut mise en place début octobre 1983 au sein de la gendarmerie, en vue d'une coordination sur le plan national, la police judiciaire ne pouvait consentir un tel effort.

Je rappelle que la police judiciaire de Nivelles n'était composée que de quatorze personnes et que proportionnellement, celle de Bruxelles n'était pas mieux lotie.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/21

Walraevens

24.11.1988

Il a fallu que la police judiciaire dispos~~e~~ d'une brigade nationale, *a d'autant que* ~~so dotant~~ des expertises balistiques ~~qui~~ avaient révélées qu'en plus des crimes commis dans les arrondissements de Bruxelles et de Nivelles, la même bande de malfaiteurs s'était aussi rendue coupable d'agressions meurtrières dans les arrondissements de Mons, de Charleroi et de Termonde et même dans le Nord de la France.

A défaut de cet outil indispensable, les enquêtes continu~~er~~ent à être menées par quatre Juges d'Instruction différents - un à Nivelles et trois à Bruxelles - et confiées à des enquêteurs différents, qui ne se sont sans doute pas toujours communiqués rapidement toutes les informations qu'ils avaient recueillies.

Cette situation persista jusqu'à la fin de l'année 1985, lorsque la bande des tueurs refit surface. Sur le plan préventif de 1983 à 1985, les choses ne s'étaient guère améliorées dans le

5/22

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

Walraevens

24.11.1988

Brabant wallon. La gendarmerie était toujours sous le coup de restrictions budgétaires et à cause de la lenteur des procédures de recrutement, mais aussi des difficultés financières, les cadres des polices communales n'avaient pas augmentés.

Survinrent les agressions sauvages du Delhaize à Braine l'Alleud et d'Overijse le 27 septembre 1985, puis celles plus sauvages encore, du Delhaize d'Alost, le 9 novembre 1985.

Les expertises balistiques révélèrent que les armes employées étaient les mêmes qu'en 1983 et d'autres éléments indiquèrent qu'il devait s'agir de la même bande de malfaiteurs. Dès lors, il s'imposait, cette fois, de manière prioritaire et absolue de centraliser les enquêtes et d'en trouver les moyens.

Le Juge d'Instruction, qui connaissait le mieux l'en-semble des dossiers, était M. le Juge d'Instruction Schlieker.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/23

Walraevens

24.11.1988

Ce magistrat était, en effet, saisi depuis 1983 de tous les faits commis à l'époque dans l'arrondissement de Nivelles et il avait entretemps été saisi du meurtre des époux *Szymski* à

Anderlues le 1er décembre 1983 et du meurtre du chauffeur de taxi

Angelou à Mons le 12 janvier 1983.

De plus, il avait pris connaissance des dossiers qui étaient toujours instruits par ses collègues de Bruxelles : le meurtre du concierge de l'Auberge de Beersel, le 23 décembre 1982, instruit par M. le Juge Kesteloot, le meurtre du gérant du Colruyt de Halle, le 3 mars 1983, instruit par M. Mahieu, et enfin meurtre du gérant du Delhaize de Beersel, le 7 octobre 1983, instruit par M. Bellemans.

Il fut donc logiquement décidé, de l'accord de tous les magistrats concernés, que tous les dossiers seraient centralisés

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/24

Walraevens

24.11.1988

au Cabinet de M. Schliker, à l'exception du dossier de l'agression du Delhaize d'Alost, le 9 novembre 1985, dont il paraissait nécessaire de maintenir l'instruction à Termonde, où certains indices qui y avaient été recueillis, devaient être exploités sur place.

Début octobre 1985, 17 membres de la police judiciaire de Bruxelles furent délégués à Nivelles et de son côté, la gendarmerie renforça la BSR de Nivelles, par des membres des BSR de Wavre, Bruxelles, Halle et Louvain. Fut alors constituée une task-force gendarmerie-police judiciaire.

Il restait à trouver des locaux pour réunir tout le personnel de cette task-force, de manière à assurer une bonne collaboration et une bonne coordination entre des services différents et de manière aussi à ce que les informations recueillies circulent au jour le jour, d'un service à l'autre.

5/25

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

Walraevens

24.11.1988

Ni à la police judiciaire de Nivelles, ni à la police judiciaire de Bruxelles, il n'y avait de locaux assez vastes pour abriter ce personnel. La gendarmerie n'en disposait pas non plus.

Par ailleurs - et je n'étonnerai ici personne - aucun des deux services n'était disposé à se rendre quotidiennement et pendant toute la durée de l'enquête dans les locaux de l'autre service, sans se sentir en quelque sorte le parent pauvre. Il fallait donc trouver un endroit neutre où chacun se sentirait chez soi.

Dans un rapport du 19 décembre 1985 à destination du département de la justice, j'ai écrit ceci : "Lors de la réunion qui a été tenue le 15 novembre 1985 au Ministère de la Justice, il a été décidé que l'unité chargée de l'enquête pourrait disposer de locaux qui seraient mis à sa disposition par le département. Or, j'ai

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/26

Walraevens

24.11.1988

appris le 18 décembre 1987 par M. De ^{Vocht} ~~Devooght~~ - qui était à l'époque Commissaire en Chef de la police judiciaire de Bruxelles - "qui a été contacté par le Département de la Justice, que ces locaux ne pourraient être aménagés que dans un ~~certain~~ délai de plusieurs semaines, sinon plusieurs mois. Il est indispensable que ces locaux soient mis sans délai à la disposition des enquêteurs qui s'occupent actuellement des tueurs du Brabant wallon. (Cellule de renseignement task-force gendarmerie-police judiciaire comprenant notamment dix-sept membres de la brigade de Bruxelles, délégués provisoirement à ma brigade et qui sont donc à la seule disposition du Juge d'Instruction de mon siège, pour s'occuper exclusivement des tueurs du Brabant wallon). L'unicité de direction de l'enquête est actuellement quasi réalisée. Si, la centralisation des renseignements et des recherches n'est pas rapidement réalisée (ce qui implique que tous

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/27

Walraevens

24.11.1988

les agents de renseignements et tous les agents de recherches soient réunis dans un local unique), je crains que l'enquête n'^{ait été} ~~est~~ qu'un semblant de coordination et ne se disperse ^{et} ne s'enlise, faute de pouvoir disposer des moyens appropriés, que nous sommes en droit d'exiger pour qu'elle soit vraiment efficace et rapide.

M. le Juge d'Instruction Schlieker partage entièrement mon avis. Dès que ces locaux seront trouvés ^{et} aménagés, tous les enquêteurs devront s'y rendre et s'y tenir à la disposition du magistrat-instructeur jusqu'à la fin de l'enquête."

Nous n'avons malheureusement jamais pu obtenir ces locaux.

M. le Président.- Vous avez reçu une réponse, au moins ?

M. Deprêtre.- Non. >

J'ai su, par des coups de téléphone que ce n'était pas

5/28

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

Walraevens

24.11.1988

possible. Vous savez, on avait d'abord pensé à l'administration et puis, cela n'allait pas, et puis on a pensé à d'autres locaux, aux locaux que l'AIC occupait encore à ce moment-là. Mais ce n'était pas possible, car l'AIC existait toujours. On a même pensé aux locaux de l'INR à la Place Flagey, on voulait occuper un plateau, mais il semble que cela coûtait trop cher.

Chacun des services demeurait donc dans ses propres bâtiments, ce qui entraînera certaines lenteurs dans la transmission des renseignements, non seulement entre les services, mais également au Juge d'Instructions. Ce qui fît aussi que l'émulation de bon aloi, que l'on était en droit d'attendre des deux services - à la condition qu'ils travaillent journallement ensembles - dérivait parfois en concurrence déloyale. Il faut se rendre à l'évidence, il est très difficile de faire travailler ensemble dans une enquête vaste et

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/29

Walraevens

24.11.1988

complexe, deux services comme la police judiciaire et la gendarmerie, qui ont des statuts différents, des vocations et des missions qui ne sont pas exactement les mêmes, des mentalités et des méthodes de travail différentes, une hiérarchie qui n'est pas la même, et enfin, un esprit de corps puissant et inévitablement concurrentiel, sauf à les contraindre à une cohabitation quotidienne.

Je n'en conclus pas pour autant que l'enquête, quand elle fut menée à Nivelles, a manqué de coordination et de collaboration. Ce serait inexact et profondément injuste. Le dossier dont le Parquet de Charleroi a hérité en janvier 1987 était loin d'être un dossier vide. Les magistrats de Charleroi avec lesquels nous restons en relation étroite en ont convenu et au besoin ils vous le confirmeront. La collaboration entre les deux services de la task-force a finalement été relativement bonne, mais elle ^{eut} dû être meilleure.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/30

Walraevens

24.11.1988

M. le Juge Schlikker-et parfois moi-même- avons perdu
beaucoup de temps, trop de temps à régler des conflits de pré-
séance entre les enquêteurs de la police judiciaire et les enquêteurs
de la gendarmerie et ^{à aplaun} des incidents divers, notamment lorsqu'un
service venait se plaindre de ce qu'un devoir, qui lui avait été
prescrit par le magistrat instructeur, avait entretemps été effectué
par l'autre service.

J'en arrive maintenant-et c'est par là que je terminerai -
à l'essentiel, c'est-à-dire aux préoccupations de votre Commission
- et qui sont aussi les miennes - comment jusqu'à présent, plus
exactement, jusqu'^{à ya} peu de temps, a été conçue et organisée la lutte
contre le banditisme et comment faudrait-il la concevoir et l'orga-
niser à l'avenir ?

Jusqu'à présent notre pays n'a opposé au banditisme

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/31

Walraevens

24.11.1988

qu'une réplique tardive. Il a confortablement ignoré, qu'un banditisme tel celui des tueurs du Brabant wallon, naît , se développe et s'organise bien avant de passer à l'action, comme d'ailleurs toutes les formes de banditisme.

Lorsque le banditisme passe à l'action, il sait quasi instinctivement qu'il réussira et il aura acquit après quelques repérages préalables au cours desquels il n'aura été ni observé, ni identifié, la certitude que ses forfaits accomplis, il pourra regagner son repère sans risque d'être intercepté. Et si d'aventure, les bandits se trouvent dans leur fuite en présence d'une voiture de gendarmerie ou de police, il leur suffira de rebrousser chemin ou de la contourner - au besoin en faisant usage de leurs armes. Il y avait peu de chance que sur leur itinéraire de rechange, les tueurs du Colruyt de Nivelles ne soient gênés ou pris en charge par

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/32

Walraevens

24.11.1988

une seconde voiture de gendarmerie ou de police, de toute manière, ils disposaient de véhicules plus puissants. C'est la première réflexion que je souhaitais faire.

La lutte contre le banditisme ne doit pas commencer après le crime. Elle doit s'organiser largement en amont, ce qui est la fonction de la police préventive, c'est-à-dire de la police administrative, en l'occurrence de la gendarmerie et de la police communale. Cette fonction de police préventive est dissuasive et observatrice. Je suis pour ma part convaincu que s'il y avait eu dans mon arrondissement la police préventive qui s'y imposait, de jour ^{et de nuit}

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/33

Walraevens

24.11.1988

à certains endroits vulnérables, ainsi que je l'avais demandé dès 1981, le banditisme ^{qui} vient ^{de} déferler, aurait hésité à passer à l'action ou à récidiver, sans vergogne : dans une escalade de violence, qui a fait 28 morts.

L'état d'alerte de police, tel qu'il était organisé en 1983 et en 1985, reposait essentiellement sur la disponibilité et la mobilité rapide de la gendarmerie et des polices communales. Dès l'instant où une agression se commettait aux environs de 20 heures, soit à un moment où tous les commissariats de police étaient fermés et où la gendarmerie ne disposait plus sur le terrain que d'une douzaine d'hommes, l'état d'alerte n'avait plus de moyens. Il n'avait plus de sens.

Si la lutte contre le banditisme est inexistante en amont du crime et qu'elle est tout aussi inexistante dans les

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/34

Walraevens

24.11.1988

instants immédiats qui suivent le crime, elle ne sait forcément commencer qu'en aval, largement après que les bandits ont rejoint leur repère, c'est-à-dire d'une manière tardive et déphasée pour ne pas dire dépassée. On se rend compte alors que la police spécifiquement prévue pour entrer en action en aval du banditisme - c'est-à-dire la police judiciaire - doit entamer ses recherches dans des conditions très difficiles.

D'une part, la police préventive qui était pratiquement inexistante avant et au moment du crime, n'a pu lui fournir que très peu d'indices.

D'autre part, son personnel est insuffisant.

Et enfin, son personnel n'est pas structuré pour débuser un banditisme qui frappe à un niveau national.

Il faut dès lors, à ce stade, pour pallier à cette

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/35

Walraevens

24.11.1988

carence et à cette insuffisance, faire appel à un autre service :

la gendarmerie, dont la mission légale n'est pas spécialement d'accomplir des tâches de police judiciaire, mais principalement - ce qu'elle ne faisait pas à l'époque - d'assurer l'ordre et la sécurité publique ^{cs}

par une présence ^{préventive} ~~continue~~ sur le terrain, qui doit lui permettre d'intervenir immédiatement lorsque le crime se commet.

On sait maintenant que dans une grande enquête criminelle juxtaposer deux services différents, comme la police judiciaire et la gendarmerie, alors qu'ils doivent d'abord être complémentaires dans le temps, en fonction de leurs missions successives, n'est pas la manière idéale de lutter contre le grand banditisme.

Et maintenant, comment mieux organiser la lutte contre le banditisme. Je dirai simplement qu'il faudrait en revenir aux conceptions des révolutionnaires français.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5,36

Walraevens

24.11.1988

Je m'explique. Le code du 3^e bureau de l'an IV, qui est l'ancêtre de notre Code d'Instruction criminelle de 1808 toujours d'application, disait dans son article 19 : "La police administrative a pour objet le maintien habituel de l'ordre public dans un lieu et dans chaque partie de l'administration générale. Elle tend principalement à prévenir les délits."

L'article 20 disait ensuite : "La police judiciaire recherche les délits que la police administrative n'a pu empêcher de commettre, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux Tribunaux chargés par la loi de les punir."

Voilà sans doute une conception claire de la lutte contre le banditisme, car elle a un double mérite.

Tout d'abord, elle envisage la lutte contre le banditisme dans toute son étendue temporelle, notamment avant le crime,

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/37

Walraevens

24.11.1988

soit en empêchant, soit en observant ses signes précurseurs.

Ensuite, elle implique, à chaque étape de la lutte, des missions délimitées, qui, en fonction de leur spécificité, doivent être logiquement confiées au corps de police-nécessairement différent - ceux qui ont été spécialement et légalement désignés pour les accomplir.

N'est-il pas temps d'^{en}revenir à une conception ordonnée de lutte contre le banditisme et de s'en donner les moyens et d'abord de remettre chaque police à sa place.

La gendarmerie, qui doit demeurer une force armée, a pour mission essentielle de garantir la sécurité publique. Ce ne serait nullement la réduire à une compagnie de CRS que de l'inviter dorénavant à être préventivement davantage présente sur le terrain - bien sûr en lui ^{en} donnant les moyens - plutôt qu'à se transformer en

5/38

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
WalraevensDAT.
24.11.1988

une seconde police judiciaire.

Quant à la police judiciaire des Parquets, elle ne peut pas être réduite à une brigade de recherche de la délinquance tenancière dite "en col blanc", sous prétexte qu'elle serait la seule à pouvoir déceler les bilans falsifiés. D'autant que, d'une part, elle dépend directement du pouvoir judiciaire et que, d'autre part, elle dispose de la formation et du matériel scientifique que nécessitent toujours les recherches criminelles, elle doit rester et devenir davantage que dans le passé, la principale agence de recherche du banditisme, que la police préventive n'a pu empêcher. Il faut lui donner les moyens. Voilà, Messieurs, l'essentiel de ce que je voulais vous dire.

Permettez-moi d'ajouter encore très rapidement deux choses.

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.,)

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/39


Walraevens

24.11.1988

La première, je ne partage pas le pessimisme d'aucun,
selon lequel, si les tueurs du Brabant wallon devaient revenir, les
choses se dérouleraient exactement comme en 1983 ou en 1985.
Ce n'est pas exact. La lutte contre le banditisme dispose actuellement
de plus de moyens qu'en 1983 et 1985.

Le cadre total de la police judiciaire est passé de
950 hommes en 1983 à 1284 hommes à ce jour.

A Nivelles, le cadre du personnel est passé de 14 à 30.

 Je parlais tout à l'heure de l'état d'alerte des
années 1983-1985. Vous devez savoir que cet état d'alerte a été
revu. Un nouvel état d'alerte est actuellement en vigueur, disposi-
tion qu'il convient évidemment de ne pas vous révéler. Je peux toute-
fois vous dire que les Procureurs-généraux lui ont donné un caractère

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/40

Walraevens

24.11.1988

que l'on pourrait qualifier de militaire. Il repose essentiellement sur la disponibilité et la mobilité sur le terrain, de la gendarmerie, ainsi que des polices communales et il se fonde en quelque sorte sur une accentuation de la police préventive. Ce qui veut dire que la lutte contre le banditisme est dès-à-présent potentiellement améliorée, à condition, qu'au moment où le crime se commet, la police préventive déjà occupe le terrain ou soit en mesure de l'occuper rapidement.

Il existe actuellement ^à la police judiciaire une 23e brigade, composée de cinquante personnes et dont la mission est de fournir au pouvoir judiciaire toute l'aide nécessaire lorsqu'ils seront confrontés à des actes de banditisme, de terrorisme, ainsi qu'à des trafics de stupéfiants qui ont des implications nationales ou internationales.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/41

Walraevens

24.11.1988

J'estime, en ce qui me concerne, que cette 23e brigade, qui a été créée par l'arrêté royal du 20 juillet 1987, est le meilleur instrument qui ait été mis à la disposition de la lutte contre le banditisme au cours des 30 dernières années.

La 23e brigade a notamment permis récemment à mon Parquet de démanteler un important réseau/de trafic de stupéfiants international, qui en moins de deux ans, avait réalisé un chiffre d'affaires global de plus de 600 millions et laissé aux trafiquants un bénéfice de l'ordre de 45 millions.

Enfin - et j'en termine - les tables d'écoute. La Belgique est le seul pays du Marché commun dont le pouvoir judiciaire ne dispose ^{toujours} pas d'écoute téléphonique. Dans un entretien que j'avais eu à l'époque avec le chroniqueur judiciaire du Journal des Tribunaux et qui a paru dans l'édition du 25 février 1984, j'avais déclaré ceci :

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/42

Walraevens

24.11.1988

"Je dois constater, avec une certaine amertume, que dans notre pays nous ne disposons pas à ce jour des moyens légaux d'être à l'écoute du crime, lorsqu'il se commet ou vient de se commettre et que, si nous avions eu en temps voulu les moyens d'investigations que le législateur semble ~~disposé~~ décidé à mettre prochainement à notre disposition, la vérité aurait sans doute pu être faite plus rapidement sur quelques faits tragiques et probablement aussi leur répétition évitée. Certes, le problème des tables d'écoute ne saurait être examiné sans prudence et garantie, tout en demeurant conscient que les Juges d'Instruction et les Procureurs du Roi n'ont pas vocation de violer la vie privée des gens. Mais je pense qu'il y a infiniment moins de risques à donner au pouvoir judiciaire des moyens d'investigations, certes redoutables, mais contrôlables, qu'à laisser certains services d'enquête qui ne dépendent

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/43

Walraevens

24.11.1988

d'ailleurs pas directement de nous, en tentation de s'empêtrer dans
un flou de méthodes dont on ne pourra jamais avoir ^{la} ~~avec~~ certitude
qu'elles auront abouti à constater le crime plutôt qu'à le susciter.

Je ne puis que vous confirmer ce que j'avais déclaré
en 1984, je ne comprend plus pourquoi quatre ans plus tard, nous ne
disposions pas de tables d'écoute.

Le trafic de drogue, d'un chiffre d'affaires de
600 millions de francs, avec 45 millions de bénéfices pour les
trafiquants, dont je vous parlais il y a un instant, a été ^{dé}mantelé
et anéanti à la suite d'écoute téléphonique, en Espagne.

Voilà, Monsieur le Président, je suis à votre disposi-
tion et à celle des membres de cette Commission pour répondre à vos
questions.

M. le Président.- Tout d'abord, une question très précise, pour la

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/44

Walraevens

24.11.1988

des faits commis par
première fois, j'entends parler ~~de~~ la même bande dans le Nord de la
France. De quels faits s'agit-il ? A quelle période ?

M. Deprêtre.- Il s'agit d'une attaque à Maubeuge d'un magasin

- genre Match - le 15 août ¹⁹⁸² à 3 heures du matin.

M. le Président.- S'agit-il du seul fait à Maubeuge ?

M. Deprêtre.- C'est le seul fait, mais il est lié balistiquement
à tous les autres.

On en a pas parlé dans le texte de la Commission des
travaux préparatoires.

En fait c'est le premier fait, le 15 août 1982.

¹¹²²
M. De Voorzitter.- Indien ik het goed begrepen heb, zou de heer

Procureur uiteenzetten ^{dat} over het onderzoek te Nijvel, dat de
moeilijkheden zeer groot waren, en de resultaten beperkt waren wegens
een groot aantal feiten, namelijk de evolutie in het arrondissement,

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/45

Walraevens

24.11.1988

het feit dat men geen gewenst gevolg gegeven heeft aan de verbetering van de opsporingsmogelijkheden, onderzoeksmogelijkheden. Hij wees eveneens op een zeer sterke - geloof ik toch - "concurrence déloyale", aplanir des conflits de préséance ... Het is natuurlijk een zeer belachelijk feit. De onderbezetting van de rechtbanken, van het Parket en een aantal technische maatregelen.

Denkt U, Mijnheer de Procureur, dat deze elementen, die U opgesomd hebt, voldoende zijn om de situatie van het dossier, het gebrek aan het vinden van oplossingen, de verantwoording ~~is~~ van het feit dat op een bepaald ogenblik het dossier aan een ander Parket en aan een ander Onderzoeksrechter werd toegewezen. *te justifieren?*

Zijn er geen interne redenen binnen het Parket zelf,

hiertoe
binnen de Rechtbank van Nijvel die bijgedragen hebben ?

Ik ben onder de indruk gekomen van het aantal brieven

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/46

Walraevens

24.11.1988

die U onder meer aan de Minister schreef, en aan de Procureur-generaal.

U spreekt over "rapport à la tutelle". Wie bedoelt U daarmee ? De Minister of de Procureur-generaal ?

M. Deprêtre.- C'est évidemment toujours envoyé par le canal du Parquet général, mais à destination du pouvoir politique.

M. le Président.- Du Ministre donc.

De pogingen die U gedaan hebt sedert uw aankomst op het Parket te Nijvel, brachten mij wel onder de indruk, om te verhelpen aan de toestand, zonder dat U onmiddellijk antwoord kreeg.

Zijn dat de redenen waardoor een onderzoek zodanig kan evolueren zonder resultaten? Wij hebben de bedoeling niet het onderzoek te overdoen. Wij zoeken naar de redenen waarom wij geen resultaten hebben en naar de methodes die daarin verbetering moeten brengen. U hebt er een aantal aangeduid. Maar intern, in de diensten

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/47

Walraevens

24.11.1988

van de Rechtbank, vindt U dat alles daar goed werkte ?

Ik stel die vraag omdat een Procureur des Konings

spreekt over "trahison", andere spreken over "fuites", nog andere

aan kennis, over spreken over gebrek, ~~en~~ grote technische fouten, bijvoorbeeld een

aantal vaststellingen die niet ter plaatse gebeurd zijn, afstappingen

die niet gebeuren, balistische onderzoeken die ontbraken.

Wat zegt U over deze praktische situaties ?

M. Deprêtre. - Dans l'ordre : trahison, j'ai vu ce que déclarait

M. Poelman. Il faudrait peut-être remettre les choses au point à

propos de ce que mon collègue et ami, Francis Poelman, vous a dit.

M. Poelman a été entendu par "La Libre Belgique" notam-

ment, il a dit des choses remarquables. Il faisait part de son expé-

rience, de la drogue de la jeunesse, de la moralité, qui a tout niveau compromet

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/48

Walraevens

24.11.1988

un certain nombre de choses, même la justice, etc.

Je connais un peu la presse, mais je vois ce qui s'est
passé, Monsieur le Président. A la fin de l'interview on aura dit
à M. Poelman

Laurent
M. ~~le Président~~. - Il l'a dit ici également. Notre source n'est pas
la presse.

Il a dit : le fait que l'on n'a pas de résultat dans
une affaire de telle importance, ...

M. Deprêtre. - J'ai le texte sous les yeux. L'enquête relève *que cela*
a causé beaucoup de soucis à mon collègue Deprêtre. Là ce n'est pas
un sentiment exprimé, c'est une réalité. Il dit : "Je puis me tromper,
et je ne vous livre qu'une impression personnelle, je crois que nous
avons été trahis, que des personnages impliqués ~~en xxxxxxxxxxxxxxx~~
qui
dans l'enquête inconsciemment ont renseigné les tueurs sur les

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/49

Walraevens

24.11.1988

investigations judiciaires en cours, je ne vois pas d'autre explication à ce qui reste pour moi le plus grand mystère de ma carrière de magistrat."

M. Poelman vous exprimait un sentiment. Moi, je n'ai pas à critiquer, je n'ai pas à censurer le sentiment de M. Poelman.

Il émet un sentiment : il dit : "je peux me tromper".

M. le Président. - Monsieur le Procureur, lorsque moi je dis cela, c'est sans importance. Je n'ai pas l'expérience, je n'ai jamais été à votre place.

Mais, si vous ou M. Poelman, dites cela, à ce moment là on suppose qu'il y a eu quelque chose.

Lorsque le Procureur ~~général~~ du Roi, de l'arrondissement de Bruxelles, dit : "Je ne peux pas déclarer ce qui s'est passé à Nivelles, sans supposer qu'il y a eu des fuites, qu'il y a eu trahison."

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/50

Walraevens

24.11.1988

Avez-vous le sentiment qu'il y a peut être l'une ou

l'autre chose à dire à ce sujet ? Avez-vous vos certitudes

quant à vos hommes, les enquêteurs, police judiciaire, gendarmerie ?

Vous parliez tout de même de "guerre de police", "aplanir la concurrence"...

M. Deprêtre. - Non, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit.

J'ai dit qu'il était difficile dans une vaste enquête criminelle de

faire travailler, la main dans la main et dans une mixtité totale,

des membres de service, différents, qui ont des techniques différentes,

des mentalités différentes... Mais je ne dis pas que c'est tout à fait

impossible.

Si on le fait, il faut le faire dans de bonnes condi-

tions. Il faut qu'ils soient ensembles, 24 heures sur 24.

M. le Président. - Vous avez raison. Mais, par exemple, avez-vous dû

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/51

Walraevens

24.11.1988

éloigner quelqu'un de l'enquête, comme cela s'est passé à Charleroi

???

avec M. Amwez.

M. Deprêtre. - Non, pas à Nivelles.

M. le Président. - Ce n'était pas nécessaire ?

M. Deprêtre. - Pas à Nivelles.

De heer Coveliers. - Mijnheer de Voorzitter, ik zou daar toch even

willen op terugkomen. ~~DexxxxxxDeprêxxxxxx~~ Ik heb mijn ongenoegen al

ruit

. Ik ga dus helemaal niet akkoord met de manier van misdaad-

bestrijding die door de Procureur ~~zijn~~ naar voor gebracht, die passen

inderdaad bij het Wetboek van ~~over~~ 200 jaar *geleden*.

Hij zei dus dat er geen "fuites" zijn. Ik stel daar

3 een concrete *nacg* ~~zaak~~ over. ~~Op het einde van~~ 1987 zijn er onderhandelingen

2 geweest tussen M. Bouhouche, op dat ogenblik aangehouden via zijn vrouw,

1 en de voorwaarde van Bouhouche waren : mijn vrouw moet vrijgelaten

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/52

Walraevens

24.11.1988

worden en alle wapens die bij mij in beslag genomen werden, dienen terugbezorgd te worden. In ruil daarvoor zou Bouhouch de plaats aanduiden waar de wapens -gestolen in 1981 in de Caserne Diane - verborgen waren. Men heeft blijkbaar een aantal contacten gehad in aanwezigheid van, of bij weten van, de heer Procureur, waarover dan zogenaamde "rapports confidentiels" werden opgesteld.

Is dat zo gebeurd ? Waren er bijeenkomsten ? Waarom heeft men daar niet de gebruikelijke proces^{sen}-verba^{al} voor opgesteld die bij het bundel moeten gevoegd worden ? ^{welke} ~~Wat~~ is de eigenlijke manier van werking, onder vorm van ruilhandel - die bestaat in sommige politiesystemen, maar bij mijn weten in België nog niet- ? Was dat misschien de oorzaak van die confidentiële rapporten, geen proces^{sen}-verba^{al}, onderhandelingen tussen verdachten, vooral voor indicaties, enzovoort ? Bedoelde de heer Poelman dat met het verraad dat hij

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/53

Walraevens

24.11.1988

heeft naar vorengebracht ?

M. Deprêtre.- A quelle question dois-je répondre, Monsieur le
Président ?

M. le Président.- Vous n'avez pas eu la traduction ?

M. Deprêtre.- Si, la traduction est assurée.

Mais je voudrais entendre la question d'une manière
précise.

M. Coveliers.- Ik herhaal deze vraag nog even. Ik heb veel vertrouwen
in de tolken van dit Huis, ik weet dat deze goed werken.

1. Waarom werden er geen proces^{verbaal} opgesteld van

tussen
de onderhandelingen ~~met~~ Mevrouw Anne Bouhouche met een lid van de
gerechtelijke politie, en nadien in uw aanwezigheid of in aanwezig-
heid van één van uw substituten ?

2. Werden er in verband met deze onderhandelingen

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/54

Walraevens

24.11.1988

"des rapports confidentiels" opgesteld ?

3. Werden deze rapporten in de strafbundel gestopt
of niet ?

4. Is het juist dat in ruil voor de vrijlating van
Anne Bouhouche en het teruggeven van de wapens die in beslag genomen
waren bij Bouhouche Bouhouche dan zou gezegd hebben waar de
"Diane-wapens" lagen ?

5. Zou dat niet kunnen het verraad zijn ~~van~~ *van*
Procureur Poelman ~~doelde~~, hier voor deze Commissie ?

M. Deprêtre.- Monsieur le Président, il s'agit tout d'abord d'une
enquête en cours, et en principe il a bien été dit que l'on ne
parlerait pas des enquêtes en cours.

Je veux tout de même bien vous répondre ceci:

Il n'y a pas eu de négociations ^{ou avec} entre ~~qui~~ que ce soit. A un moment

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

5/55

Walraevens

24.11.1988

donné quelqu'un a demandé de pouvoir ~~xxxxxxxx~~ avoir en retour ses armes, et il a dit "si j'ai mes armes en retour, je vous donnerai des indications, mais cela doit rester confidentiel, car je ne veux pas que cela figure sur procès-verbal."

Ce sont des choses que l'on voit tous les jours dans les enquêtes judiciaires. Quand une enquête judiciaire porte sur des gens qui, ayant été nourris dans le sérail, en connaissent tous les détours, ~~et~~ c'est une enquête extrêmement difficile.

Pour le reste, il est vrai, ~~il y a~~ ~~et~~ des rapports confidentiels ~~qui~~ ont été faits. Cela aussi existe dans toutes les enquêtes judiciaires, où à un moment donné un enquêteur fait un rapport confidentiel qui n'est pas destiné à être joint au dossier, mais pour que le Juge d'Instruction voit tout à fait clair. C'est tout à fait normal. Et finalement, ces rapports confidentiels, pour la clarté

6/-1

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.

DAT.

Walraevens

24.11.1988

de l'enquête ont été tous joints au dossier et ils existent actuellement au dossier.

M. le Président. - Ces rapports confidentiels se trouvent dans le dossier ?

De heer Coveliers. - Ik vind het een beetje merkwaardig dat u zegt dat in elk dossier blijkbaar confidentiële rapporten worden opgesteld. Heb ik dat goed begrepen ? Dit lijkt mij in tegenspraak te zijn met dat zéér oude wetboek van strafvordering waarop men zich daarstraks wilde baseren. Maar, Mijnheer de Procureur, een getuige heeft hier verklaard dat hij ook ooit zo'n confidentieel rapport heeft opgesteld.

3

2

1

*

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.

DAT.

6/2

ORIS

24.11.1988

Nadien werd hij overgeplaatst. Blijkbaar behandelt men die
confidentiële rapporten dus op een andere manier. Is dat in functie
van de inhoud van het rapport, of bestaat daar een andere reden voor ?

M. Deprêtre. - Je n'ai jamais établi de rapports confidentiels.

M. le Président. - Non, mais quelqu'un l'a fait.

M. Deprêtre. - J'ai confié des rapports confidentiels au Procureur
Général pour qu'il puisse suivre l'évolution de l'affaire, mais ce
n'est pas destiné à être joint au dossier.

De heer Coveliers. - Ik moet dus nog duidelijker zijn.

Een onderofficier van de Rijkswacht heeft op een bepaald
moment een rapport opgesteld over een bepaalde piste die men zou
moeten volgen, in verband met de overval op de wapenhandel Dekaise.
Die piste werd echter nooit gevolgd en, mede door uw toedoen, zou
deze man naderhand zijn overgeplaatst. Is dat juist of niet ?

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/3

ORIS

24.11.1988

M. Deprêtre. - Je vois, Monsieur, dont vous parlez.

M. le Président. - C'était aussi un rapport confidentiel.

M. Deprêtre. - C'était un rapport confidentiel, destiné ...

Mittand
M. Laurent. - Qui appartenait à un dossier parallèle.

M. Deprêtre. - Comment ?

Mittand
M. Laurent. - Pouvez-vous/dire ^{nous} s'il y avait un dossier parallèle ?

M. Deprêtre. - Non, il n'y avait pas un dossier parallèle. A un moment donné, plusieurs gendarmes ont établi un dossier soi-disant confidentiel. Il n'a plus rien de confidentiel, parce qu'il s'est trouvé dans toute la presse.

De heer Coveliers. - Dat gebeurt nog met andere dingen.

M. le Président. - Cela arrive tous les jours, on ne s'étonne plus.

M. Deprêtre. - Ce rapport était destiné au juge d'instruction, au

Procureur du Roi, l'état-major de la Gendarmerie, à six ou sept

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/4

ORIS

24.11.1988

personnes différentes. Dans ce rapport, il n'y avait pas grand chose d'exploitable, en ce sens qu'il s'agissait de liaisons ...

De heer Coveliers. - We kennen de inhoud van het rapport, Mijnheer de Procureur, we hebben het gekregen. Mijn vraag is alleen of de man die het rapport heeft opgesteld later mede door uw toedoen naar een andere Rijkswachteenheid werd gemuteerd.

M. Deprêtre. - Non, je n'ai pas le pouvoir de muter des gendarmes.

De heer Coveliers. - Theoretisch niet, neen.

M. Deprêtre. - Ni en pratique.

Je veux revenir encore un instant sur ce rapport. Dans ce rapport, il n'y avait rien.

De heer Coveliers. - Volgens mij stond er wel iets in.

De heer Voorzitter. - Laat de heer Procureur uitspreken.

M. Deprêtre. - Dans ce rapport, il n'y avait rien d'exploitable pour

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/5

ORIS

24.11.1988

l'enquête. Tout ce qui était contenu dans ce rapport - et je vois très bien de quel rapport il s'agit - avait déjà été exploité. Pour le reste, c'était un rapport qui mettait les Tueurs du Brabant wallon *bulgare*, en rapport avec une filière avec l'IAXA et tout ce que vous voulez. On arrivait à l'attentat conté le Pape.

En réalité, ce que l'on voulait, c'est partir en

~~Commission rogatoire à travers le monde pour faire des devoirs qui,~~
Commission rogatoire à travers le monde pour faire des devoirs qui, franchement, ne s'imposaient pas.

M. le Président. - C'est votre interprétation sans doute. Il faut

être attentif à ne pas exagérer ! Si vous dites que "c'est pour partir en Commission rogatoire", c'est ce que nous entendons tout le temps.

3 Du moment qu'on a quelque chose contre quelqu'un à la Police Judiciaire,
2 on dit que "c'est quelqu'un qui veut partir en un Commission rogatoire".
1

* On le mute alors, on l'~~en~~ envoi quelque part. N'exagérons donc pas.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/6

ORIS

24.11.1988

M. Deprêtre. - Monsieur le Président, j'ai lu ce rapport, le juge

d'instruction aussi, les enquêteurs l'ont lu et il n'y avait pas

dans ce rapport de quoi faire des devoirs qui étaient indiqués

notamment ^m ~~comme~~ partir ^{pour} ~~sans~~ un certain nombre de réseaux ...

M. le Président. - Tout de même, ~~Ce~~ Monsieur a été muté.

M. Mottard. - Est-ce qu'une mesure a suivi ce rapport dans lequel il
n'y avait rien, quelle est la mesure et qui l'a provoquée ?

M. Deprêtre. - Je ne sais pas ...

M. le Président. - Que s'est-il donc passé ?

M. Deprêtre - Pourquoi la personne dont vous parlez a été mutée. Ce
n'est pas moi qui ~~qui~~ l'ai mutée. Je ne sais rien vous dire à ce sujet.

M. le Président. - La parole est à M. Laurent.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/7

ORIS

24.11.1988

M. Laurent. - Je crois qu'on grandit lorsqu'on reconnaît ses erreurs. Alors, encore que je n'ai pas assisté à la lecture complète de la noté établie pour ou par Monsieur le Procureur du Roi, et qui sera destinée au Service de Sténographie de la Chambre, je crois que la conclusion de l'échec, ou de l'inefficacité de l'enquête ou des enquêteurs est, d'après le témoin, l'absence des moyens mis à la disposition des dits enquêteurs.

Je voudrais donc bien qu'on m'explique pourquoi un rapport en bal^uistique a été oublié pendant sept mois, pourquoi on n'a pas retrouvé ou cherché la quatrième balle de Genval, comme on nous a expliqué ce matin, pourquoi lorsque - si mon information est exacte - Monsieur le Procureur du Roi accompagne le juge d'instruction nuitamment en prison, comme disent les journaux ou les procès-verbaux,

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/8

ORIS

24.11.1988

?
pour l'interrogatoire de Baudet, il n'ait pas fait mention de la
présence de Monsieur le Procureur du Roi, pourquoi on n'a pas opéré
de reconstitution. Cela n'est pas une absence de moyens, ce sont des
carences graves. Il ne suffit pas de rejeter la faute sur le
pouvoir politique ou sur les autres, je voudrais bien qu'on m'explique
pourquoi tous ces manquements, qui sont ^{équivalents} ~~équivalents~~ des
à/fautes graves,
ont pu se produire sans qu'il y ait eu des réactions et qui ont
nécessité au magistrat instructeur de Charleroi, plusieurs années
après, l'impérieuse nécessité de procéder à ses devoirs.

Je voudrais aussi savoir s'il y a eu des négociations
entre l'avocat Moerman et Monsieur le Procureur du Roi concernant
l'oubli qui avait été fait de joindre au dossier de la procédure le
rapport en ballistique de Wiesbaden. Quelle est l'explication qu'il
donne au fait que Cocu reviendra sur ses aveux lorsque Monsieur le

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.

DAT.

6/9

ORIS

24.11.1988

Juge d'Instruction Weygel sera nommé à la Cour d'Appel et que Monsieur Schlicker prend sa succession à Nivelles. Pourquoi, lorsqu'un enquêteur va recueillir les aveux de Cocu, on extrait Cocu du bureau de cet enquêteur pour que ce soit un tiers, un magistrat instructeur ou un Procureur du Roi qui recueille les avaveux ? Pourquoi toutes ces anomalies qui ne procèdent pas d'un manque de moyens mais d'une impéritie, en tout cas, du moins étonnante.

Je crois que cela est la volée des questions que toute la Commission se pose depuis le début. Je voudrais aussi savoir, et là je m'arrêterai provisoirement, pourquoi le témoin parle de "banditisme ^{comme} ~~de~~ celui des Tueurs du Brabant" ? Cela veut dire qu'a priori, les faits dont nous

3
avons connaissance, sont à classer dans la rubrique banditisme et non
2
pas terrorisme. Je voudrais qu'il s'explique sur cette classification.

1
*
M. le Président. - La parole est à Monsieur Mottard.

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/10

ORIS

24.11.1988

ont peut-être été négligées, puisqu'on utilise
M. Mottard. - Au sujet des pistes politiques qui/cette appellation

"banditisme", j'ai d'autres questions à poser, mais cela pourrait
compliquer la question de Monsieur Laurent.

M. le Président. - Je veux assurer Monsieur le Procureur que ce que
vient d'exprimer Monsieur Laurent, ce sont les questions de la
Commission, c'est le sentiment que nous avons sur plusieurs points
précis - en ce qui concerne par exemple l'enquête. Essayez-donc de
vous retrouver dans ces questions.

M. Deprêtre. - Ne peut-on pas me les reposer une par une ?

M. le Président. - Evidemment.

M. Laurent. - Qu'est-ce qui s'est passé avec ce rapport ba listique ?

Cela n'a rien à voir avec les autres questions.

M. Deprêtre. - Là, je peux vous répondre tout de suite. Tout d'abord,
il faut demander cela à Monsieur Schlicker, qui s'est expliqué là-dessus.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/11

~~ORIS~~ Walraevens 24.11.1988

M. Laurent. - Cela est un peu trop facile.

Un enquêteur, Commissaire en Chef à la police judiciaire, nous disait qu'il en parlait, - au moins hebdomadairement - à M. le Juge Schlicker.

Le supérieur hiérarchique de ce Commissaire en Chef est le Procureur du Roi, donc fatalement vous étiez au courant.

Si votre fils prend des réquisitions en Chambre du Conseil, lors de la comparution et de la confirmation du mandat d'arrêt mensuel, comment ne s'est-il pas inquiété de savoir pourquoi cette pièce n'aura^{it} pas été jointe au dossier de la procédure, pièce oubliée pendant sept mois ?

3 M. Deprêtre. - Je connaissais l'existence de ce rapport et dans mon
2 esprit - parce que je ne peux quand même pas vérifier si toutes les
1 pièces sont bien au dossier - cette pièce avait été versée au dossier.
*

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/12

Walraevens

24.11.1988

Après, j'ai appris qu'elle avait été tardivement versée au dossier, parce que M. le Juge Schlicker n'avait pas une bonne traduction et qu'il en avait parlé plusieurs fois à M. l'expert Derie. M. l'expert Derie lui avait dit : "Ne vous en faites pas, vous aurez une bonne traduction. Cela va venir, mais je dois encore voir quelqu'un qui ..., parce que traduire de l'Allemand balistique en Français, cela demande beaucoup de précision."

C'est cela qu'il y a eu. J'étais le premier surpris lorsque j'ai appris que ce document n'avait pas été joint immédiatement au dossier.

M. Laurent. - Surtout lorsque ce rapport ne rencontre pas l'hypothèse de travail. Au Parquet général - dans mon rapport, si j'ai une bonne connaissance des choses - au moins tous les six mois il doit y avoir un rapport dans les enquêtes difficiles. Avez-vous cité le

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.

DAT.

6/13

Walraevens

24.11.1988

contenu de ce rapport d'expertise dans vos rapports au Procureur-général ?

M. Deprêtre.- Oui. :

M. Laurent.- Oui ?

M. Deprêtre.- Oui.

M. Laurent.- A ce moment-là n'étiez-vous pas étonné - puisque ce rapport infirmait l'hypothèse du départ - que la Chambre des Conseils n'allait pas libérer ceux dont le mandat d'arrêt était prolongé ?

M. Deprêtre.- Oui.

M. Laurent.- Cette pièce apparaissait-elle comme décisive ?

M. Deprêtre.- Elle n'était pas nécessairement décisive. Elle n'était pas décisive. C'était un rapport isolé parmi bien d'autres.

C'était pratiquement le seul rapport négatif. La manière de travailler de Wiesbaden⁰⁰⁰ F. Êtes-vous allés à Wiesbaden, on m'a dit que vous y

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/14

Walraevens

24.11.1988

étiez ?

M. le Président. - On ira.

M. Deprêtre. - Vous irez. Vous aurez l'occasion de voir leurs méthodes, qui sont beaucoup plus restrictives en matière balistique.

M. le Président. - Monsieur le Procureur, - on ne juge pas cette enquête - avez-vous vérifié si les pièces concernant la demande d'expertise à Wiesbaden étaient jointes au dossier ? En commission rogatoire - par exemple - on a dû demander la permission d'aller à Wiesbaden ? Tout cela se trouvait au dossier ? Etais-ce seulement le rapport qui ne s'y trouvait pas ?

M. Deprêtre. - Oui.

M. le Président. - Donc, les avocats ont pu consulter le dossier ?

M. Deprêtre. - Oui, bien sûr. Je vous signale d'ailleurs que

l'exemplaire qui devait nous revenir par la voie diplomatique, nous

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/15

Walraevens

24.11.1988

est jamais revenu. Une copie nous est revenue.

Laurent
M. Mottard. - Je me trompe peut-être, mais la pièce de procédure est soit une apostille, soit une demande de commission rogatoire.

C'est donc une demande. Mais dont-il est question c'est de la réception du rapport. Il ne suffit pas qu'une demande soit formulée expressis verbis dans un dossier pour que l'objet de l'apostille ou de la commission rogatoire y figure nécessairement par après.

M. le Président. - Oui, bien sûr. On essaie simplement de savoir si quelqu'un a été trompé.

Laurent
M. Mottard. - Ce que je retiens en tout cas c'est que c'était la seule pièce - alors que Wiesbaden est plus restrictive - qui ne rencontrait pas l'hypothèse.

M. le Président. - Nous ne pouvons en juger.

M. Mottard. - La Commission en tirera les conséquences.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/16

Walraevens

24.11.1988

M. Deprêtre.- Vous imaginez bien que M. le Juge Schlicker a dû s'expliquer devant ses autorités.

Il s'est expliqué. Il a donné les explications qu'il a estimé devoir donner.

Je tiens à vous dire que M. le Juge Schlicker n'a jamais eu la moindre intention déloyale vis-à-vis de l'instruction.

C'est un homme parfaitement honnête.

M. le Président.- Nous en sommes convaincus.

M. Deprêtre.- Jamais dans cette enquête, on n'a voulu faire quoi que ce soit pour violer les droits de la défense.

M. Schlicker, comme M. Wesel, ont toujours instruits à charge et à décharge.

M. le Président.-

M. Laurent vous posait ^{une question} con-

cernant l'histoire d'une quatrième balle qui se trouvait dans un

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/17

Walraevens

24.11.1988

plafond et que l'on n'a pas recherchée. En 1987 on s'est rendu compte qu'une quatrième balle n'avait pas été expertisée. On retournait sur les lieux et on s'est rendu compte que le plafond avait été remplacé. Ce sont tout de même des manquements dans un dossier. Quelles en étaient les raisons ?

M. Deprêtre.- Je n'en ai pas connaissance. De toute manière, il y avait suffisamment de projectiles pour que l'on puisse faire les analyses convenablement.

De heer Coveliers.- Het gaat er toch niet over of er voldoende projectielen waren of niet. Het gaat over het feit dat vier kogels werden afgevuurd, maar dat om één of andere reden er blijkbaar in het proces-verbaal maar drie werden vermeld. Jaren later werd dat door de magistraat - die het dossier na U doorleest -, de zogenaamde coördinator, vastgesteld. Het feit is dat blijkbaar die vaststellingen

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/18

Walraevens

24.11.1988

- opzettelijk of niet opzettelijk - foutief gebeurden. Daar^{over} zou ik uw commentaar wensen, alsmede hoe het komt dat bepaalde overtuigingsstukken verdwijnen. Ik denk aan het voertuig Santana, dat blijkbaar niet meer terug te vinden is, enzomeer.

Door uw antwoord op deze vragen kunnen wij het onderzoek verbeteren en niet met het ~~mediterasere~~^{militariseren} van het onderzoek.

De heer Voorzitter. - Dat zijn uw beschouwingen, Mijnheer Coveliers.

Eerst en vooral trachten wij ^{onze} kalmte te bewaren.

Ik tracht zoveel mogelijk vooruit te gaan en vraag ^u niet buiten onze opdracht te gaan.

On nous a dit que des reconstitutions n'ont pas été faites ou mal faites. A vous d'^{en} juger, Monsieur Deprêtre.

M. Deprêtre. - En ce qui concerne des reconstitutions, d'abord il n'a jamais été dit que l'on n'en ferait pas.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/19

Walraevens

24.11.1988

M. le Président. - On n'en ferait pas ?

M. Deprêtre. - Il n'a jamais été dit qu'on n'en ferait pas ! Au moment où le dossier quitte Liège ou Charleroi, il n'y avait pas lieu de faire des reconstitutions. Ces gens niaient tous. On sait difficilement faire une reconstitution avec des inculpés qui disent qu'ils n'y étaient pas.

Voilà la raison pour laquelle on ne faisait pas de reconstitutions.

Il a avoué, puis s'est retracté. Puis il a réavoué, ^{il s'est} ensuite ~~à~~ nouveau retracté.

M. le Président. - Pourquoi n'a-t-on pas vérifié sur le terrain ?

M. Deprêtre. - Cela a été fait, mais on n'a pas fait de reconstitutions.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/20

Walraevens

24.11.1988

M. Laurent.- Et à partir du moment où il avait avoué ?

M. Deprêtre.- Mais quinze jours après, les aveux n'existaient plus.

M. le Président.- On a vérifié sur le terrain, mais il n'y a pas

eu de reconstitutions. Existe-t-il des procès-verbaux ? A-t-on

fait des plan^b, des dessins ?

M. Deprêtre.- Oui, incontestablement. Tout cela fut vérifié avec

un maximum d'exactitude. Il y a peut-être une balle que l'on n'a

pas recherchée ou pas retrouvée.

Je reconnais que l'on aurait pu être plus méticuleux.

Il ne faut pas dire dans l'ensemble que cette enquête

a été faite à la grosse brosse, parce que cela n'est pas vrai.

Il y a eu des erreurs. Il y a eu des manquements.

M. Laurent.- Quelles erreurs ? Quels manquements ?

M. Deprêtre.- La quatrième balle.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/21

Walraevens

24.11.1988

M. le Président. - Mais d'une manière générale, de quels autres manquements s'agit-il ?

M. Deprêtre. - Je n'en vois pas d'autres.

M. Laurent. - Interroger quelqu'un pendant 43 heures; chipoter sur des mandats d'amener; chipoter le délai de garde à vue et les lois sur la détention préventive. Cela se fait ou cela ne se fait pas à Nivelles ?

Aller interroger quelqu'un en prison la nuit et ne pas faire mention de votre présence dans le procès-verbal, cela se fait ou cela ne se fait pas ?

M. Deprêtre. - Ecoutez, ces interrogatoires se sont faits et les mandats d'amener et les mandats d'arrêt ont été décernés dans la plus totale légalité, sinon la Chambre du Conseil ou la Chambre des Mises en accusations ne les auraient pas confirmés.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/22

Walraevens

24.11.1988

M. Laurent.- N'y a-t-il pas eu d'enquete qui a prouvé le contraire ?

M. Deprêtre.- Il n'y a pas eu d'enquête qui a démontré le contraire.

Je ne vois pas à quoi vous faites allusion.

M. Laurent.- Cela a été dit en Assises.

M. Deprêtre.- Non, tout a été fait régulièrement.

M. le Président.- La parole est à M. Mottard.

M. Mottard.- Sur ce point précis, des trois jours, les délais n'ont pas été théoriquement respectés. Ce jeu des amoncellements administratifs et des arrondissements, des mandats d'amener n'a-t-il pas permis à M. Vereecke de constater qu'en réalité la légalité n'a pas été respectée et de s'étonner en Cour d'Assises de ce qui s'était passé ?

Je ne me trompe pas sur les propos tenus par M. Vereecke et les constatations non démenties qu'il a faites quant aux trois

6/23

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

Walraevens

DAT.

24.11.1988

jours.¹

M. Deprêtre. - Les mandats d'amener ont été décernés légalement.

La durée n'a jamais été dépassée. Les mandats d'arrêt ont été décernés légalement.

Les délais ont été respectés. Peut-être est-on allé jusqu'à 24 heures moins une minute, mais nous étions dans le temps légal.

M. le Président. - Etait-il nécessaire de le faire de cette façon ?

M. Deprêtre. - C'était nécessaire.

M. Mottard. - Monsieur le Président, sur ce point-là, comment le témoin explique-t-il alors les déclarations faites par le Président de la Cour d'Assises ?

M. Deprêtre. - Je n'ai pas ces déclarations sous les yeux. Si

M. Vereecke estime qu'il faut reprocher quelque chose, qu'il le fasse.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/24

Walraevens

24.11.1988

Je ne sais pas si M. Vereecke a fait des reproches

officiels.

M. Mottard. - Il a parlé de légèreté.

M. Deprêtre. - Oui, il a parlé de légèreté. Mais ^{il n'y a pas eu} des erreurs légales

M. le Président. - La parole est à M. Eerdeken.

M. Eerdeken. - Monsieur le Président, je souhaiterais revenir sur cette notion du dossier confidentiel, parallèle au dossier officiel.

Vous avez exprimé que dans tous les dossiers d'une certaine importance, il y avait un dossier dit confidentiel, qui ne figurait pas dans le dossier officiel, qui n'était donc pas accessible - si j'ai bien compris - au prévenu, ni à ses avocats, mais qui était une sorte de dossier parallèle, dont le Juge d'Instruction avait connaissance, ainsi que les magistrats du Parquet.

Les Juges du fond, sont-ils appelés à avoir connaissance

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/25

Walraevens

24.11.1988

de ce dossier ?

M. Deprêtre. - Non, jamais.

Ces documents confidentiels sont ce que l'on appelle "la farde de réserve". Il peut arriver que la police judiciaire fasse un rapport-dans des enquêtes difficiles-au Juge d'Instruction et au Procureur du Roi pour dire : "voilà où nous en sommes, mais tel élément indique qu'il faudra plus tard aller à tel endroit, interroger telle personne." Cela doit rester confidentiel. Si l'intéressé est détenu et que ce rapport - qui doit rester confidentiel - est joint au dossier, vous comprenez bien que l'enquête risque d'être sérieusement freinée. On ne va pas aller dire à l'avance aux inculpés ce que l'on va faire.

Il y a tout de même un minimum de technique policière.

Pourquoi l'enquête doit-elle être secrète sur le plan

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/26

Walraevens

24.11.1988

policier ?

Si elle ne l'est plus, autant fermer le dossier.

M. Eerdekens. - Je comprends parfaitement le souci d'efficacité qui peut animer les enquêteurs lorsqu'ils essaient de faire un petit dossier personnel pour eux. Je comprends parfaitement cela dans le chef des enquêteurs.

A la limite je comprends également que le Parquet puisse avoir son dossier avec son programme ultérieur d'investigations et qu'on ne le révèle pas sur la place publique, pour éviter de se faire couper les sources d'informations.

Le juge d'instruction est un magistrat qui a un rôle essentiel dans l'enquête, puisqu'il doit faire rapport en Chambre
quelqu'un
du Conseil sur la question de savoir si l'on maintient *en* détention préventive.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/27

Walraevens

24.11.1988

La loi sur la détention préventive stipule les conditions légales de maintien.

Or, si ce magistrat cache pour lui, des éléments dont la défense n'a pas connaissance et qui peuvent emporter sa conviction dans le rapport, et par conséquent dans le cadre - après je dirai que la Chambre du Conseil ait entendu le réquisitoire du Parquet et de la défense, de bouche à oreille ^{sant} ~~disant~~ "j'ai un petit dossier confidentiel" - c'est quand même un détournement de la loi sur la détention préventive.

Ces pratiques existent-elles ?

M. Deprêtre. - Non. Véritablement légal ? Je me pose la question de savoir si l'existence de ces dossiers confidentiels, en mains du Juge d'Instruction, constitue une pratique légale.

Je veux bien l'admettre dans le chef du Parquet, mais

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/28

Walraevens

24.11.1988

dans le chef du Juge d'Instruction, il me paraît anormal qu'il ait
sans doute des atouts dans la manche, dont personne n'a connaissance,
qui peuvent faire en sorte qu^e des détentions préventives ^{soient} perdues
anormalement, avec les conséquences auxquelles cela aboutit.

M. le Président. - Cela dépend pourquoi.

La parole est à M. Mottard.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

/28/11

Walraevens

24.11.1988

M. Mottard. - Ces dossiers parallèles ont-ils seulement été le fait

d'améliorer l'enquête ^{de la} police judiciaire, ou de la justice ?

Monsieur le Procureur du Roi, n'y a-t-il pas eu des réunions pour

discuter de ces dossier parallèles qui sont connus par

le Juge d'Instruction ou par le Procureur du Roi, mais qui ne sont

pas connus par la défense ou par le Président de la Chambre du

Conseil ?

Je vais au-delà dans ma question du mieux simplement

d'enquête, du mieux de la police judiciaire - je vise certains

milieux judiciaires - préoccupé de ce problème, n'avez-vous pas eu

de réunions pour discuter de ce dossier parallèle ?

M. Deprêtre. - Il n'y a pas eu de réunions pour discuter de dossiers

parallèles. Il y a eu des réunions de coordination afin de régler

les procédures, dans l'intérêt de la recherche de la vérité.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/30

Walraevens

24.11.1988

disant quelque chose que l'on ne met pas dans le dossier.

Si on le mettait dans le dossier cela pourrait nuire

à l'enquête.

M. le Président. - Ce n'est donc pas prévu dans les pièces du dossier ?

M. Deprêtre. - Non. Ce rapport pourrait être verbal.

M. le Président. - Messieurs Mottard et Eerdeken, êtes-vous satis-
faits de cette réponse ?

M. Eerdeken. - Je voudrais développer une autre question.

Monsieur le Procureur nous a dit, qu'à son estime,
les mauvais résultats de l'enquête étaient le fait d'une insuffisance
de moyens et d'une coordination ^{non-} ~~qui n'était pas~~ parfaite entre les
divers corps de police.

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.

DAT.

6/31

Walraevens

24.11.1988

D'autres témoins, qui sont venus devant cette Commission, nous ont exprimé qu'à leur estime, le Tribunal de Nivelles était aussi un peu désarmé au niveau de sa magistrature pour ce type de dossier et qu'il eut mieux valu que ce dossier soit confié au Tribunal de Bruxelles, qui dispose -au niveau des enquêteurs et des magistrats - de personnes plus spécialisées qu'à Nivelles, ceci sans vouloir porter ombrage à la rigueur et à la valeur des magistrats de Nivelles - ce n'est pas là mon propos - mais dans un tribunal d'instance de province, le nombre de magistrats-instructeurs est limité. Vous l'avez dit, ces gens avaient de plus en plus de travail par un développement de la criminalité.

Etait-il concevable que Nivelles puisse recevoir un dossier semblable et ne valait-il pas mieux dès le départ - plutôt que de vous plaindre de l'insuffisance de moyens - de demander que ce

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.

DAT.

6/32

Walraevens

24.11.1988

dossier soit confié au Tribunal de Première instance de Bruxelles ?

Cela
d'autant plus que nous avons constaté que le premier magistrat instructeur en cours d'enquête est nommé conseiller à la Cour d'Appel, ce qui n'a évidemment pas facilité la coordination. Ce n'est pas votre fait, mais celui du Ministre, qui nomme - je le sais - ...

M. le Président. - Cela a tout de même étonné tout le monde.

M. Eerdekens. - ... c'est aberrant de nommer dans un dossier aussi difficile conseiller à la Cour d'Appel, un magistrat instructeur.

On nous a dit - on n'a ^{pas} pu le vérifier - que M. le Juge Schlicker avait des problèmes de santé qui font que pour l'instant il n'exerce pas sa mission.

Au-delà de dénoncer l'insuffisance des moyens, n'auriez-vous pas dû demander que ce dossier soit examiné par un Tribunal doté

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/33

Walraevens

24.11.1988

d'équipements, de personnel, de magistrats ? N'était-ce pas un bon réflexe à avoir dans votre chef, plutôt que de vous plaindre uniquement dès 1980 ou 1982 - bien avant l'enquête évidemment - de l'insuffisance des moyens ?

M. le Président. - Dès novembre 1985 vous avez eu votre task-force.

M. Deprêtre. - Oui, mais commençons dès le début, si vous le voulez bien.

J'ai bien compris votre question.

Il faut tenir compte de situations précises et de la loi.

Au sujet de cette centralisation progressive à

Nivelles des dossiers du Parquet de Nivelles relatifs aux tueurs,

j'ai une note en quatre page.

Vous me donnez sept ou huit minutes pour la lire.

Elle est technique mais très claire.

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.

DAT.

6/34

Walraevens

24.11.1988

M. le Président. - Ne pouvez-vous pas la résumer ?

M. Deprêtre. - Non.

M. le Président. - De quoi s'agit-il ?

M. Deprêtre. - C'est tout le problème de la centralisation.

Ce n'est pas moi qui ai demandé ce dossier. Cela je vous promets. Je n'ai pas demandé que tout soit centralisé à Nivelles.

Comme disait mon ami Poelman : "Dieu sait s'il a causé beaucoup de soucis à mon collègue Jean Deprêtre."

De heer Coveliers. - Een belangrijke opmerking die de heer Procureur

maakt. Hij zegt : "ik heb niet gevraagd om die dossiers te krijgen."

Dat neem ik aan. Met het schilderachtig beeld van het arrondissement moet dat moeilijk zijn. Er wordt wel gesuggereerd - en waarom

suggereert men dat[?] - dat het wél zo is dat vanuit het Parket van

Nijvel specifiek getracht werd al deze dossiers naar U toe te krijgen.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/35

Walraevens

24.11.1988

Ik wil U dus geloven. Maar, hebt U er enig idee van waarom men dat zou kunnen suggeren ?

M. Deprêtre. - On ne m'a pas fait de suggestions.

La loi s'imposait, la situation progressive des dossiers et la loi.

On peut en discuter jusqu'à demain matin, mais j'ai une note. Je vous la lis. C'est clair.

"C'est à la suite des faits du Colruyt de Nivelles en septembre 1983, puis du meurtre commis à Ohain le 2 octobre 1983 et enfin du meurtre commis à Beersel le 7 octobre 1983, qu'est apparu de manière décevante, qu'il existait des connexions balistiques précises, non seulement entre ces trois faits, mais également entre ceux-ci et d'autres faits criminels antérieurs commis principalement dans l'arrondissement de Nivelles et dans l'arrondissement de Bruxelles.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/36

Walraevens

24.11.1988

Ces connexions, je vous l'ai dit tout à l'heure, ont été mises en évidence par un rapport de l'expert Derive du 24 octobre 1983.

C'est la première fois qu'il apparaît que tous ces faits sont liés entre eux.

Il fut également établi que ces trois véhicules avaient été volés dans l'arrondissement de Nivelles. Faits pour lesquels nous étions encore territorialement compétents, dans le cadre de plusieurs faits criminels ci-dessus. Ainsi, le Golf GTI de Mme Van Lierde *de Jende* a été volée sous menace d'une arme le 14 juillet 1983 par les auteurs du hold-up perpétré trois jours plus tôt à Genval.

Toujours dans l'arrondissement de Nivelles, la voiture Saab qui a été volée par effraction au garage Jädot, le 7 juin 1983 et qui a été utilisée lors des faits du Colruyt de Nivelles.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/37

Walraevens

24.11.1988

La voiture Golf GTI de Melle Van Camp, fille du restaurateur des Trois Canards a été volée à Ohain. Elle servira lors du hold-up du 7 octobre 1983 du Delhaize de Beersel.

Bref, ce ne fut qu'à l'issue des rapports d'expertise de Mr Deruy, et par son rapport du 22 octobre 1983, qu'il apparaît que les divers faits décrits ci-dessus étaient liés entre eux par des co-relations balistiques et que l'on peut raisonnablement considérer qu'ils avaient pour auteur une même bande de malfaiteurs.

Or, les faits du Delhaize de Genval, du Colruyt de Nivelles et du Restaurant des Trois Canards, trois faits importants, trois faits criminels avaient été confiés à M. le Juge d'Instruction Wesel de Nivelles qui était territorialement compétent. On ne peut pas confier cela à un Juge d'Instruction d'Arlon. C'était M. Wesel qui était compétent.

6/38

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

Walraevens

24.11.1988

"Le meurtre du concierge de l'Auberge de Beersel, a été confié à M. le Juge d'Instruction Kesteloot de Bruxelles. Le meurtre du Colruyt de Halle au Juge d'Instruction M. Mahieu de Bruxelles. Le meurtre du gérant du Delhaize de Beersel, le 7 octobre 1983, a été confié au Juge d'Instruction M. Bellemans, de Bruxelles. Dès lors, fin octobre 1983, se posa le problème de la centralisation des instructions ouvertes à Bruxelles et à Nivelles. Cette centralisation était-elle d'emblée opportune? ~~et~~ était-elle réalisable immédiatement et aurait-elle aussitôt été efficace?"

Des concertations aujourd'hui ont lieu entre les divers magistrats concernés. En ces occasions on fît essentiellement l'inventaire des moyens en personnel disponibles, car une concentration des enquêtes entre les mains d'un juge d'instruction, que ce fut à Nivelles ou à Bruxelles, nécessitait que ce magistrat eut pu

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/39

Walraevens

24.11.1988

disposer immédiatement d'un nombre d'enquêteurs suffisant.

Or, d'une part à Nivelles, la police judiciaire était composée de 14 personnes. Elle ne pouvait fournir à temps plein que quatre ou cinq unités. Et de son côté, la BSR Nivelles disposait de 9 personnes qui ne pouvaient fournir à temps plein que trois ou quatre unités.

D'autre part, à Bruxelles, la police judiciaire et la BSR, qui se partageaient ~~à~~ outre d'autres affaires criminelles, ~~et~~ les instructions de MM. Kesteloot, Mahieux et Bellemans, ne disposaient pas proportionnellement d'un personnel de nature à assumer en plus des leurs, les enquêtes qui venaient de débiter à Nivelles.

Par ailleurs, en fonction de quel critère objectif, aurait-il pu être décidé que les enquêtes devaient être centralisées entre les mains de l'un des quatre juges d'instruction, plutôt qu'entre

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/40

Walraevens

24.11.1988

celles de l'un des trois autres.

En conséquence, il fut décidé que les quatre juges d'instruction désignés le resteraient et que les enquêteurs en charge de chacune des enquêtes poursuivraient leurs recherches et ~~qu~~ il fut convenu que les enquêteurs et les magistrats se communiqueraient les informations et les renseignements significatifs obtenus dans chacune des enquêtes.

A défaut de moyen, il n'y avait à l'époque pas d'autre solution raisonnable." - La 23e brigade, je vous le rappelle n'existait pas - "Dès lors, MM les Juges Wesel, Kesteloot, Mahieu et Bellemans poursuivirent leur instruction respective avec les enquêteurs qui avaient suivi celle-ci dès le départ.

Les instructions de MM. Kesteloot, Mahieu et Bellemans ne sont jointes ultérieurement à celle de M. Schlicker, qu'après

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/41

Walraevens

24.11.1988

les faits de septembre 1985." - Où là encore il n'y a pas moyen de

faire autrement, c'est la règle du premier juge qui l'a emporté.

La procédure pénale était strictement respectée, les articles 226,
227 du Code d'instruction criminelle ont été strictement respectés.

On ne pouvait pas faire autrement.

M. le Président.- A ce moment-là il y avait déjà trois dossiers,
il y avait des dossiers à Bruxelles, d'autres chez vous

M. Deprêtre.- Il y avait déjà quatre juges d'instruction différents,
qui chacun continuait l'enquête.

M. le Président.- Pourquoi personne n'a réagi et a demandé un

- il paraît qu'il y a des liens balistiques entre ces faits -
appareil adéquat pour essayer de trouver des solutions ?

M. Deprêtre.- Chaque juge d'instruction
a continué avec ses enquêteurs en se

disant que c'était la meilleure formule.

Tel juge travaillait avec la police judiciaire, tel

6/42

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

Walraevens

24.11.1988

juge travaillait avec telle BSR, tel juge avec celle de Halle...

Psychologiquement, la meilleure solution était de
permettre à ces enquêteurs de continuer.

M. le Président.- Comment se fait-il qu'au bout de deux ans, on
envoie tous les dossiers à Nivelles ?

M. Deprêtre.- Après les faits de 1975, on s'est dit qu'il fallait
une task-force.

M. le Président.- A ce moment-là vous avez eu le task-force ?

M. Deprêtre.- Oui.

M. le Président.- On a perdu énormément de temps.

M. Deprêtre.- Il n'y avait pas la 23e brigade, Monsieur le Président.

3
2
1
M. le Président.- Je ne dis pas que c'est vous qui avez perdu beau-
coup de temps. ~~c'est~~ Dans l'ensemble, vous m'avez convaincu.

*
Toutes les lettres que vous adressiez au Ministre

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.

DAT.

6/43

Walraevens

24.11.1988

m'en ont convaincu.

Après votre exposé devant cette commission, nous savons
ce que fait un coordinateur général.

La parole est à M. Eerdeken.

M. Eerdeken. - M. le Procureur estime-t-il lorsqu'il dit que le code
d'instruction criminelle est respecté lorsqu'il assiste à l'interro-
gatoire d'un prévenu à la prison, en la présence du juge d'instruction,
et que sa présence n'est pas mentionnée dans le procès-verbal ?

M. Deprêtre. - Un soir, à 20 heures, M. le Juge Wesel me téléphone et
me dit qu'il est fort troublé, parce qu'il vient de recevoir les
procès-verbaux de la police judiciaire et de la BSR. Cocqu et Baudet
ont été entendus. Ils ^{ont} fait des aveux. M. Wesel se demandait ce que
valaient ces aveux et il voulait les vérifier immédiatement.

M. le Président. - Ces aveux se sont faits en sa présence ?

M. Deprêtre. - Non, devant les enquêteurs.

M. Wesel les a reçus en début de soirée, il était très
troublé et ne voulait pas attendre jusqu'au lendemain matin. Il m'a

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/44

Walraevens

24.11.1988

dit qu'il voulait les entendre en prison.

me dit-il
"Par conséquent, - conformément aux rigueurs du Code

d'instruction criminelle - "je considère que c'est une descente.

Comme je dois le faire, j'invite le Procureur du Roi
à m'accompagner en descente. "

Je l'ai accompagné, j'ai demandé ce qu'il voulait. J'ai eu
les procès-verbaux. Puis j'ai dit au Juge d'instruction que je ne
voyais pas pourquoi je devais rester et assister à tous ces interro-
gatoires. Je suis rentré chez moi. Je n'ai pas assisté aux interro-
gatoires du juge d'instruction. Jamais, je n'ai assisté à des interro-
gatoires du Juge d'instruction. C'est parfaitement mon droit.
Si on a dit cela à gauche et à droite et
Mme Josiane De Bruyne a prétendu que...

Je vous dit qu'elle a menti, parce qu'un jour j'étais
dans le cabinet du juge d'instruction, qui m'avait appelé, pour le
cas de Mme De Bruyne. Le juge d'instruction m'a dit : "M. le Procureur
du Roi, j'estime devoir la remettre en liberté." - je savais quelle
est la loi, il fallait l'accord. J'ai lu ce procès-verbal dans le
cabinet du juge d'instruction et j'ai signé pour accord. Le soir même

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.

6/45

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

Walraevens

24.11.1988

Mme De Bruyne était libérée.

Jamais, je n'ai assisté à des interrogatoires du juge d'instruction.

M. Laurent .- Monsieur le Président, il y a la distinction banditisme - terrorisme.

M. Deprêtre.- Je ne vais pas vous parler de phénomènes que je n'ai pas vécu. Je vous ai parlé exclusivement du banditisme. Je ne connais pas suffisamment la lutte contre le terrorisme pour vous en parler.

Ce sont d'ailleurs des luttes strictement différentes.

M. le Président.- M. Laurent vous demande votre impression. Concernant le banditisme on nous a raconté toute sorte d'histoires : c'était de droite, de gauche, c'est du terrorisme. A votre avis s'agit-il d'une criminalité normale - organisée - mais pas nécessairement spéciale ou s'agit-il de bandes organisées, parmi lesquelles se trouvent ^{cachées} d'autres personnes ?

M. Deprêtre.- Depuis un an et demi, l'enquête n'est plus à Nivelles. Je suis tenu au courant, vous l'imaginez.

M. le Président.- On a lu que vous poursuivez d'autres pistes.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/46

Walraevens

24.11.1988

M. Deprêtre.- ~~De~~ Je ne veux pas en parler.

De heer Coveliers.- Mijnheer de Procureur, U zegt dat de enquête gedurende één jaar en een beetje niet meer te Nijvel gebeurt, "maar ik ben op de hoogte". Ik neem aan dat U op de hoogte is.

M. Deprêtre.- Chez les tueurs.

De heer Coveliers.- Ik heb niets anders bedoeld. Hoe is U op de hoogte ?

Dat interesseert mij.

M. le Président.- On vous tient au courant. Comment cela se fait ?

M. Deprêtre.- Dans l'hypothès - je dis bien dans l'hypothèse - où il pourrait y avoir des relations entre l'enquête menée à Charleroi et une enquête menée chez nous. Je dis dans l'hypothèse. Je ne peux rien dire de plus.

Dans l'hypothèse ~~Alors~~, il faut que nous soyons chaque jour au courant de ce qui se passe là-bas et je sais ce qui se passait.

M. le Président.- Etes-vous content de la manière dont on vous tient au courant ?

M. Deprêtre.- Je suppose que vous en avez parlé à M. Jonckheere ce

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.

DAT.

6/47

Walraevens

24.11.1988

matin. Il a dû vous répondre à ce sujet.

M. le Président. - Cela viendra.

De heer Coveliers. - Dat is het probleem, Mijnheer de Procureur, dat die dat niet zo heeft bevestigd. Daarom was het interessant om uw versie ook eens daarover te horen.

M. Deprêtre. - Qu'est-ce qu'il n'a pas confirmé ?

M. le Président. - Il a dit beaucoup de choses, mais pas ^{encore} cela.

(Gelach).

De heer Coveliers. - Ik wil toch nog even voortgaan op dat onderwerp dat de heer Laurent heeft naar voren gebracht. Eigenlijk had ik de bedoeling het idee van de heer Procureur te vragen over wie nu het onderzoek moet leiden, maar ik zal dat naar een later moment verdagen.

Ik wou terug komen op het feit dat één van uw substituten ooit in een televisie-uitzending van één van de Nederlandse zenders - de naam ontsnapt mij nu - gezegd heeft dat ^{men} van in het begin de piste, de mogelijkheid, dat het hier zou gaan om een extreem-rechtse groep heeft uitgesloten. Hij heeft er uitdrukkelijk bij gezegd :

"Ik heb dat niet gedaan, de Procureur wel."

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/48

Walraevens

24.11.1988

Kunt U daarover een beetje meer uitleg geven ?

M. Deprêtre. - Un de mes substituts a un jour été surpris. Il a reçu une communication téléphonique d'un journaliste hollandais. La règle à Nivelles est que le Procureur du Roi a les contacts avec la presse. Il ne m'a pas trouvé et a pris la communication lui-même. Par après il m'a dit qu'il avait reçu une communication téléphonique et qu'il ne l'avait pas très bien compris. C'était en Néerlandais. On lui avait parlé d'extrême droite, etc.

Après, l'un ou l'autre article de journal a dit que le substitut M. de Prelle de la Nieppe, qui traite des affaires du Brabant wallon, a dit que le Procureur n'avait pas suivi une piste d'extrême droite.

M. de Prelle de la Nieppe est venu me voir et m'a dit que c'était scandaleux et qu'il n'avait jamais dit cela.

M. le Président. - Il ne l'a pas dit ?

3 De heer Coveliers. - Er is nog een andere zaak, waarover ik U straks
2 wil vragen, namelijk cassettes.

1 Misschien houdt de Nederlandse Radio en Televisie deze
gesprekken lang bij. Wij zouden dat even kunnen nagaan, ter gelegenheid

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/49

Walraevens

24.11.1988

van ons bezoek aan de ^{Recessie}school in Zut^{??}sen. We kunnen dan meteen ook vragen of we deze cassette mogen horen. Ik herinner me zeer goed dat die Substituut niet de indruk gaf van zomaar iets te zeggen en tegenvoets genomen te zijn. Hij zei dat heel rustig en kalm. Ik had niet de indruk dat hij daarvoor plotseling ontstemd was.

M. le Président.- Monsieur Deprêtre, donnez-nous vos impressions.

M. Deprêtre.- Cela m'étonnerait qu'un de mes substituts qui a suivi l'enquête avec moi, ait pu dire une chose pareille. Il n'a pas dit cela.

M. le Président.- A partir de l'affaire De ~~Raise~~ - les armes, on a connu l'intérêt qu'avaient dans les années 1981-1982 les affaires des armes. Avez-vous l'impression qu'il y a des liens ? Quelle est votre impression ? S'agit-il de bandits, de terroristes ?

M. Deprêtre.- Je poserai la question moi-même. Cela ira beaucoup plus vite.

M. le Président.- Je n'en sais rien.

M. Deprêtre.- Ce sont des prédateurs. C'est vrai que lors d'une interview que j'ai accordée à la télévision suisse-romande, à la demande du Ministre de la Justice, qui avait dit : "Moi, je ne peux

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/50

Walraevens

24.11.1988

rien vous dire, allez voir le Procureur du Roi, parce que dans notre déontologie en Belgique, il n'y a que les procureurs du Roi qui peuvent avoir des contacts avec la presse."

Vous savez que les contacts entre le pouvoir judiciaire et la presse sont réglés par trois circulaires du Ministre de la Justice. Une de 1956 de M. *du Buis de Wanneffe* une de 1965 de M. Vermeyleen et une de 1984 de M. le Ministre Gol.

Conformément ~~et~~ strictement à la déontologie, j'ai reçu ce journaliste. J'ai reçu des dizaines de journalistes. Je ne veux pas leur dire que je ne les reçois pas, sinon ils croiraient que j'avais quelque chose à cacher.

Lors de cette interview qui était beaucoup plus longue que les 30 secondes ou la minutes qui a passé à la télévision, j'ai dit à un moment donné : "Ce sont des prédateurs."

Voilà.)

Qu'est-ce que j'ai fait ?

J'ai essayé honnêtement et objectivement de tenter de faire un profil de ces tueurs en tenant compte - objectivement et sans

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/51

Walraevens

24.11.1988

interprétation possible - des éléments auxquels je pouvais avoir égard à ce monde.

Je signale à la Commission, que quelques mois plus tôt, un criminologue - un excellent criminologue, un des meilleurs du pays, peut-être le meilleur, vous le connaissez, vous l'avez entendu, c'est Georges Kellens - a été interviewé par une émission de la RTBF "Au nom de la loi" et il a fait un profil qui correspond parfaitement à celui que j'ai fait.

M. le Président. - On a ses déclarations, on va les revoir.

M. Deprêtre. - Non, je parle d'une émission de télévision.

De heer Coveliers. - U zegt "rovers", als ik dat woord goed vertaal, dan zijn het toch maar slechten als ^{men} de buit vergelijkt met de investeringen die zij~~en~~ hebben moeten doen.

Er is ook nog een ander motief naar voren gebracht, Mijnheer de Procureur, ik had ook graag uw idee daarover gehad. Namelijk, de versie alsof het tegen het warenhuis Delhaize zou gaan, omwille van een participatie die dat warenhuis had in de Verenigde Staten in Lion Food en dat het dus de misdadigerssyndicaten zouden

6/52

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
WalraevensDAT.
24.11.1988

zijn die hier zouden komen druk uitoefenen op Delhaize.

Men heeft ons enige tijd geleden gezegd dat die piste ook nooit onderzocht is, wat is uw mening daarover ?

M. Deprêtre.- Il y a deux choses, quelle était la première ?

De heer Coveliers.- De enige vraag die ik gesteld heb is of het motief van de daders ook een racketeer-systeem zou kunnen zijn, dus afdreiging van de eigenaars van de zaak.

M. Deprêtre.- Dans cette même émission, cette même interview par la chaîne suisse-romande, j'ai dit ...

M. le Président.- Ce n'était pas la Suisse-romande, ...

M. Deprêtre.- Oui, mais c'est de là que cela vient.

J'ai dit que ce n'était pas un racket sur les Delhaize.

D'abord, tout a été vérifié de ce côté-là.

De heer Coveliers.- U gaat mij toch niet zeggen dat dit ook in de Verenigde Staten onderzocht werd.

M. Deprêtre.- Non. On ne va pas aux Etats-Unis quand il n'y a pas lieu d'y aller. Cela coûte très cher.

De heer Coveliers.- Mijnheer de Procureur, dat is toch in tegenstrijd,

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/53

Walraevens

24.11.1988

want nu lees ik in de krant dat de mensen van de gerechtelijke politie van Nijvel wél naar de Verenigde Staten zouden willen gaan op basis van een horloge die men geïdentificeerd heeft op een foto.

Is dat dan voldoende om naar de Verenigde Staten te gaan ?

M. Deprêtre.- Oui.

De heer Coveliers.- Dat is dus voldoende.

M. Deprêtre.- Oui, parce que là il s'agit vraiment de détails extrêmement importants, d'une audition extrêmement importante, qui peuvent faire avancer une enquête, mais je ne peux pas vous en dire plus.

De heer Coveliers.- U begrijpt toch dat dit nogal moeilijk te aanvaarden is. In een zaak waar 28 doden zijn, en dat men dan zegt om een onderzoek te doen in de Verenigde Staten om bepaalde pisten te volgen, is er niet voldoende geld.

Als ik van slechte wil - en wie zegt dat ik het niet ben? - kan ik daaruit afleiden dat men bepaalde pisten, zoals deze, niet heeft gevolgd, om de ene omwille van de financiële moeilijkheden, de andere omwille van andere.

6/54

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

Walraevens

24.11.1988

Ik begrijp niet dat men die pisten dan toch niet minstens - trouwens een ticket naar de Verenigde Staten is niet zo duur, 20 duizend frank, heen en terug - volgt.

M. le Président.- C'est la procédure qui prend du temps, sans doute.

M. Deprêtre.- Je répète, l'hypothèse - parce que cela n'a jamais été une piste - d'un racket sur les Delhaize a été strictement vérifié. Elle a été strictement vérifiée. Elle n'a rien donné.

Il n'y avait rien.

De Decker
M. ~~Laurent~~.- Qu'est ce que cela veut dire, Monsieur le Procureur du Roi ?

M. Deprêtre.- Qu'il n'y avait aucun élément - sauf des rumeurs - qui permettaient de croire qu'il y a eu un racket sur les Delhaize, et que ce serait à la suite de non-paiement par la firme Delhaize, qu'il y aurait eu des tueries.

On a vérifié. Rien.

Alors, moi je ne peux pas faire des commentaires sur le néant. Il n'y avait rien.

M. le Président.- Est-ce la raison pour laquelle vous n'avez pas

6/55

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

Walraevens

24.11.1988

demandé une commission rogatoire ?

M. Deprêtre.- Mais non. Pour aller faire quoi, demander quoi et pour entendre qui ?

M. le Président.- C'est ce que nous voudrions savoir.

De heer Coveliers.- Laten we dat allemaal aannemen, maar U ~~zal~~ mijn twijfel begrijpen, Mijnheer de Procureur, als ik vaststel dat één of twee jaar later Delhaize haar aandelen verkoopt in de Verenigde Staten. Daar is dan waarschijnlijk ook geen onderzoek meer geweest, neem ik aan.

M. Deprêtre.- Mais, nous étions tout de même chargés d'une enquête criminelle et pas d'une enquête économique.

Enfin, je ne comprends pas la portée de votre question.

M. le Président.- La vente des actions pourrait-elle être un fait nouveau à certain moment ? Donc, Delhaize affirmait qu'il n'y avait rien et un an plus tard elle vend ses actions en Amérique.

M. Deprêtre.- Cela pourrait être un fait nouveau, mais dès l'instant où nous n'avons pas d'éléments qui permettent de le croire, je ne vois pas pourquoi on ferait une enquête.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/56

Walraevens

24.11.1988

M. le Président. - On constate.

La parole est à M.Eerdekens.

M. Eerdekens. - Je reviens sur l'affirmation très nette de

:
Monsieur le Procureur du Roi, qui exprime qu'il faut écarter la piste
de l'extrême droite.

M. Deprêtre. - Je vous arrête tout de suite, Monsieur le Commissaire,
jamais je n'ai dit cela. Vous ne trouverez pas un mot, pas une ligne,
où j'ai dit l'extrême droite : exclue, rien à voir. Je n'ai jamais
dit cela.

La preuve en est que dans l'enquête, on est allé voir
et très profondément du côté de l'extrême droite.

M. Eerdekens. - J'ai cru comprendre ...

M. Deprêtre. - Vous avez cru comprendre, mais moi je ne l'ai jamais dit.

M. Eerdekens. - Je vous ai écouté très attentivement et vous avez

??
exprimé que M. Deprêrle, lorsqu'il a été interrogé, n'a pas très bien
compris le Néerlandais et qu'il n'a jamais dit ou exprimé qu'il
s'agissait d'une piste d'extrême droite. Il n'a pas dit cela à la
télévision ou à la radio néerlandaise. En ce qui vous concerne, vous

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/57

Walraevens

24.11.1988

ne sembliez pas considérer que cette piste était la bonne.

Vous avez dit : "Je crois comme le Professeur Ghelens,
qu'il s'agit plutôt de prédateurs, que d'une piste d'extrême droite."

Or, M. Reyniers est venu ici avant vous. Il est l'un des
as de notre police judiciaire. C'est l'étiquette qui lui est collée.
Je pense qu'elle n'est pas non justifiée. Il nous a exprimé qu'il
pensait bien qu'il pourrait y avoir dans cette affaire une piste
d'extrême droite.

Vous nous avez dit que vous étiez actuellement encore
en contact - pratiquement journalier ou permanent - avec l'enquête
à Charleroi, à propos d'une autre affaire qui n'est pas close et
dont vous ne pouviez pas parler.

Comme tout le monde, je pense qu'il s'agit de l'affaire
Mendez et incontestablement dans cette affaire - même si l'une
des personnes impliquées a été libérée - est quand même liée de près
au WNP et à l'extrême droite.

Peut-on vraiment à l'heure présente, exclure l'extrême
droite ? Est-ce une piste qui est simplement une hypothèse

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/58

Walraevens

24.11.1988

intellectuellement séduisante ou s'agit-il manifestement d'une piste qui devrait encore être explorée, si l'on veut trouver la solution à ce que M. Poelman n'hésitait pas à qualifier de plus grande énigme de notre histoire judiciaire des quarante dernières années ?

M. Mottard. - Cette piste n'a-t-elle pas été négligée au départ et pendant un certain temps ?

M. Deprêtre. - Je n'ai jamais exclu - jamais - que les tueurs du Brabant wallon puissent avoir été en relation avec l'extrême droite.

La piste de l'extrême droite, je ne l'ai jamais exclue.

J'ai pu paraître ^{à faire} dans mon expression "Ce sont des prédateurs." ~~exclure~~.

Un mot sur cette formule des prédateurs.

Qu'est-ce que j'ai voulu dire, lorsque j'ai dit "Ce sont des prédateurs." ?

J'ai dit ce sont des gens qui avaient une extrême agilité, une extrême rapidité, sortent et rentrent dans leur tanière, après avoir agi d'une manière extrêmement violente et en parvenant

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

6/59

Walraevens

24.11.1988

toujours à se faufiler.

Voilà, c'est cela que j'ai voulu dire.

Qu'est-ce que ~~c'est~~ un prédateur ?

Un prédateur est aussi quelqu'un qui prend les couleurs de l'environnement et parfois aussi quelques autres colorations. Un prédateur c'est le lion en couleurs de savane, c'est l'ours blanc en couleur de neige et si vous transposez cela chez des prédateurs humains, ^{il} ~~cela~~ peut aussi porter un uniforme, une couleur d'extrême gauche ou d'extrême droite.

~~xxxxxxxxxxxx~~ Je n'ai jamais dit : l'extrême droite, rien du tout.

Seulement, je ne pouvais pas dire-parce que j'ai toujours été honnête avec la presse, je n'ai jamais menti à la presse, c'est difficile, vous savez, les contacts avec la presse - à certains de mes gars : vous avez raison, c'est probablement l'extrême droite, on va aller de ce côté-là.

Je n'ai jamais exercé mes fonctions en me laissant emporter par les gens des médias. Jamais, je n'ai exercé mes fonctions

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.

Lie J.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/1/1

Walraevens

24.11.1988

en fonction des gens des médias. Je les ai exercé en conscience, en droiture et en cherchant la vérité.

La piste de l'extrême droite, elle a été^{re} cherchée rapidement et presque dès le début. On a fait des perquisitions chez un certain nombre de personnages dont on suspectait l'appartenance à l'extrême droite.

M. le Président.- Et les pistes étrangères ? De ~~R~~aise ?

On a cherché dans ce sens-là.

M. Deprêtre.- Si. Je crois d'ailleurs que j'ai ici la copie d'un télex que j'avais envoyé au Procureur de la République de Liles, dès le début de l'enquête, en indiquant les principaux éléments de l'enquête et en attirant l'attention de son service de police judiciaire - le SRPJ de Liles - sur tous les éléments de l'enquête.

Donc nous avons veillé à donner à l'enquête la direction internationale qu'elle devait avoir.

De heer Coveliers.- Aansluitend bij die extreem rechtse piste,, die dus nooit uitgesloten is, hetgeen normaal is in het onderzoek, wou ik nog een vraag stellen over een onderzoek dat daar ook rondzweeft

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

24.11.1988

/1/2

Walraevens

en waarover hier reeds een aantal zaken gezegd zijn, namelijk de dood van Mr Latinus. Volgens het dossier dat afgesloten is, zou Mr Latinus zelfmoord gepleegd hebben.

Maar hier, ⁱⁿ ~~op~~ deze Commissie, zeiden speurders dat niemand daarin gelooft.)

Hoe is dat te verklaren ?

U zal begrijpen dat ^{dit} rechtsonzekerheid in de hand ^{werkt}, vooral omdat die figuur ook wel bij die uiterst rechtse groepen moet gesitueerd worden.

Plotseling, gebeurt dat, men sluit het dossier af en zegt het is zelfmoord.

Enige tijd later komt dan een speurder, die algemeen geacht wordt, hier zeggen, dat niemand daarin gelooft.

Hij heeft het dossier gelezen, dat heeft hij zelf verklaard.

Er zal wel een uitleg voor zijn maar het is toch allemaal wel eigenaardig.

Welke is nu de uitleg die daaraan door U gegeven werd ?

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/1/3

Walraevens

24.11.1988

M. le Président.- Vous avez un temps de réflexion, puisque M. Mottard à une sous-question.

M. Mottard.- N'y a-t-il pas eu dans les 48 heures de la mort de Latinus un communiqué de votre Parquet, disant que c'était un suicide et que l'affaire devait être considérée comme clôturée.

Si ce communiqué - comme je le crois - a existé, comment l'expliquer dans une affaire aussi trouble où semble-t-il maintenant plus personne ne croit au "suicide" ~~entre guillemets~~ de Latinus.

M. Deprêtre.- Vous avez le communiqué. Est-ce que j'ai dit à ce moment-là que c'était terminé ?

M. Mottard.- Je vous interroge sur le point de savoir s'il y a eu communiqué du Parquet en disant qu'il s'agissait d'un suicide.

M. Deprêtre.- Il est possible que j'ai dit que les conclusions du médecin-légiste étaient celles du suicide, à ce moment-là,

Dans
L'affaire Latinus, l'un des magistrats de mon Parquet, qui est de service à domicile, était avisé un matin vers sept heures de ce qu'une personne déterminée - Latinus, qu'il ne connaissait pas - avait été trouvé pendu. Mon substitut avait accordé le permis d'inhumer.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

1/1/4

Walraevens

24.11.1988

J'ai alors reçu - deux heures plus tard - vers 9 h 30 à 10 h du matin un coup de téléphone de la gendarmerie qui m'a dit "Vous savez Latinus est-ce vraiment un suicide. Le médecin-légiste :

dit que c'est un suicide. Le permis d'inhumer avait été livré."

J'ai dit que j'allais ouvrir une instruction et que nous allions faire une autopsie et une enquête. C'est donc moi qui ai pris la responsabilité d'ouvrir le dossier Latinus.

Cette instruction a été faite. Je ne désire pas ici vous parler des détails, parce qu'en fait ce n'est pas une affaire terminée légalement.

Je m'en explique.

Toutes sortes de devoirs ont été faits. Une nouvelle autopsie était pratiquée. L'affaire avait été mise en instruction, non pas du fait de suicide - parce que vous savez que c'est un délit qui n'existe pas en Belgique - mais à charge de X du chef, je crois, de coups et blessures ayant entraînés la mort ou du chef d'homicide volontaire.

Puis, après toute une instruction qui a été faite d'une

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

1/1/5

Walraevens

24.11.1988

manière méticuleuse ...

M. Mottard. - Etait-ce M. Schlicker ?

M. Deprêtre. - C'était M. Schlicker. Le dossier a été communiqué
au Parquet. Il n'y avait plus rien à faire, il n'y avait pas de
nouveaux devoirs qui s'imposaient et nous avons pris des réquisitions
de non-lieu. La Chambre du Conseil a déclaré qu'il n'y avait pas
lieu, pour l'instant, à poursuivre.

Il n'a jamais été dit, dans la conclusion provisoire
de cette instruction, que le dossier était fermé parce que c'était
un suicide.

Il a été dit qu'il n'y a ^{avait} actuellement pas d'éléments
suffisants qui permettent de croire que cette mort est le fait d'un
tiers et il n'y a pas d'élément de devoirs nouveaux qui s'imposent;
par conséquent : non-lieu.

En vertu des articles 247 et 248 du Code d'instruction
criminelle, un non-lieu n'est jamais qu'une décision provisoire, ce
qui veut dire que si dans un mois, dans un an, dans dix ans - parce
que dans toutes les affaires de ce genre nous veillons toujours à

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

1/1/6

Walraevens

24.11.1988

interrompre la prescription avant que n'arrive la dixième année - sera réouverte, comme je l'ai fait plusieurs fois à Bruxelles quand je traitais les affaires criminelles.

(Il y a un journaliste dans la salle, qui doit certainement s'en souvenir.)

J'ai ressorti un cadavre vieux de quatre ans et cela a fait une condamnation à mort.

M. Mottard.- Le témoin nous dit que l'enquête n'est pas clôturée, du moins provisoirement, peut-on considérer que depuis le non-lieu il est apparu des éléments nouveaux qui justifient qu'elle n'est pas clôturée ?

M. Deprêtre.- Il y a une décision qui est provisoire.

Un non-lieu n'est jamais que provisoire.

M. Mottard.- Depuis lors il n'y a pas d'éléments qui justifient pour vous une réouverture de l'instruction ?

M. Deprêtre.- Non, pas pour le moment, mais je ne désire pas m'exprimer là-dessus. Vous savez, l'instruction est secrète. Peut-être il y en aura-t-il. Mais pour le moment il n'y en a pas.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/1/7

BLASSON

24.11.1988

Mais le jour où il y en aura, je vous garanti que s'il le faut, l'instruction sera réouverte.

M. Mottard. - Tous les doutes qui ont été exprimés sur la réalité du suicide, les doutes qui ont été exprimés publiquement et même en Cour d'Assises, n'ont-ils pas provoqué une réouverture de l'instruction ?

M. De Prêtere. - Non.

M. Mottard. - A partir du moment où ce sont les hautes autorités comme le Président de la Cour d'Assises qui...

M. De Prêtere. - Il n'a jamais été dit dans les réquisitions finales que c'était un suicide. Les réquisitions finales et la décision de la Chambre du Conseil doivent s'analyser comme suit : il s'agit d'une mort qui ne peut actuellement être imputée à une personne déterminée. ^{Voilà ce} ~~c'est cela~~ que cela veut dire et non autre chose.

M. Mottard. - Non, mais à partir du moment où il a été affirmé - et je crois que vous venez de le confirmer dans votre communiqué - que selon le médecin légiste, il s'agit d'un suicide et à partir du moment où il semble que beaucoup ne croient plus au suicide ce qui n'est quand même pas injustifié parce qu'il y a une piste possible de l'extrême droite dans cette affaire d'une gravité exceptionnelle. Des doutes ont quand même été exprimés...

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/2-2

24.11.88

M. Depreke, Ce dont vous parlez, c'est sans doute un contact que j'ai eu avec

la presse deux ~~xxx~~ jours après l'autopsie au début de l'instruction.

M. H. T. P. R. D. Non, je parle de tout ce qui se passe au sujet des causes de la mort
de Latinus et de tout ce qui s'est passé en Cour d'Assises et de ce qui s'est
passé ici en commission également. A partir du moment où les causes de la mort

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

CONRARD

2. 2.

affirmées par le médecin-légiste ont abouti à ce non-lieu et à partir du

moment où cela me paraît plus crédible; je vous dis franchement et très courtoi-

:

sement que je ne conçois pas qu'une instruction ne soit pas réouverte.

Et vous nous dites, qu'un jour peut-être, elle sera ~~ré~~ouverte mais qu'elle ne

l'a pas été en dépit de tout ce qui s'est passé.

M. Depue Depuis le non-lieu, il n'y a pas eu un seul fait nouveau qui,

conformément aux articles 247 et 248 du Code d'instruction criminelle, permette

la réouverture de l'instruction, pas ~~xxxxx~~ un.

M. le Président. - Monsieur le Procureur connaît le dossier, Mais je ne

voudrais pas attirer les foudres de M. De Decker..

M. de Decker - Moi, je voudrais poser des questions qui ne touchent pas à l'affaire

Latinus, peut-être que sur Latinus, ~~peut-être que sur celui-ci~~ il y a

d'autres questions.

7/2-3

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
VAN HOOFDAT.
24.11.1988

De heer Corbous .- Mijnheer de Voorzitter, ik moet zeggen dat ik de analyse bewonder die collega Mottard gemaakt heeft, want ik denk dat die juist is. Men kan zich natuurlijk afvragen wat moet er gebeuren om een dossier dat geclasséerd is, non-lieu is toch duidelijk geclasséerd, ~~om dat~~ terug te openen. Maar goed, de verklaring die hier is afgelegd door Mijnheer Goffinon blijkt dus onvoldoende te zijn.

Nu een tweede vraag die ik mij stel, Mijnheer de Procureur, de verklaring van Mijnheer Marnet ^u is nog niet volledig uitgetypt denk ik, maar ik heb die nog ongeveer in het hoofd, ~~en u~~ zegt dat u om 9 uur 's morgens verwittigd zijt dat er een verdacht overlijden was van Latinus, dat uw subsituut die naam niet kende en daarom anders had gereageerd, maar ^{zijn er} ~~is er dan nog aan iemand anders~~ vanwege de verbalisanten, ~~zijn er~~ nog aan andere personen mededelingen gedaan omtrent het feit dat Mijnheer Latinus daar dood was aangetroffen?

M. Depêche .- La première question c'était ...

De heer Corbous .- Het was er maar één. De vraag of er nog aan iemand anders mededelingen gedaan werden over het dood aantreffen van Mijnheer Latinus.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

CONRARD

24.11.88

M. Defrère - Oui, tout d'abord, il ne s'agit pas d'un prévenu, ni d'un détenu, nous sommes bien d'accord que M. Latinus n'était pas incarcéré à ce moment-là. Lorsque son cadavre a été découvert, la gendarmerie a téléphoné au magistrat de service à domicile aux environs de 7 heures du matin...

~~M. Le Président.-~~ ~~Exc Allons, allons, faites attention, Monsieur, je vais vous éloigner. Plus une parole....~~

~~M..... D'ailleurs, Monsieur, vous n'êtes pas journaliste....~~

~~M. Le président.-- Monsieur, n'insistez pas....~~

~~Faites attention, cela suffit déjà maintenant.~~

~~Je vous demande d'aboord par qui les constats ont ~~xé~~ été faits?~~

Les constats ont été faits par la gendarmerie et par un médecin, qui a constaté que c'était arrivé.

M. Le Président.- ET c'est la gendarmerie qui revient sur l'affaire.

M. Defrère - La gendarmerie téléphone au magistrat de service à domicile, je ne sais plus à quelle heure...6h, 7 heures du matin et expose la situation.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

/2- 5

CONRARD

24.11.88

La gendarmerie dit : cela semble être un suicide, nous ne voulons pas de mesures particulières. Et que dit ~~mon~~^{le} substitut de servie? Eh bien dans ce cas-là je délivre le permis d'inhumer. Bien: Une heure ou deux après, la BSR de Wavre téléphone et me dit : est-ce que ce n'est pas aller un petit peu vite, car il s'agit de Latinus qui fait partie du WNP et la BSR de Wavre de me raconter qui était ce personnage, que je ne connaissais pas, dont j'avais vaguement entendu parler, mais que je n'avais jamais rencontré. Et la BSR de Wavre m'avertit de s'assurer qu'il s'agit réellement d'un suicide. C'est alors que j'ai pris la responsabilité, afin d'y voir vraiment clair de mettre cette affaire à l'instruction.

7/2/6

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
VAN HOOFDAT.
24/11/1988

M. le Président.-/ D'autres questions là-dessus ?

Andere vragen daarover Mijnheer Coveliers ?

De heer Coveliers .- Het is een informatieve vraag. Mijnheer Marnett
werd
heeft gezegd dat hij verwittigd ~~ix~~ en dat hij naar de plaats is
moeten gaan om daar het lijk te identificeren. Weet u daarvan ?

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

2 /7

24. 11. 88

M. Defuisseux Je sais que, Monsieur Marnette s'occupait dans le cadre d'un dossier, de Madame le Juge d'Instruction ^{Lina} ~~Lina~~ du WNP. Et c'est à ce titre ~~qu'il~~ qu'il s'est rendu à Court-Saint-Etienne, je crois, pour aller se rendre compte sur les lieux. Mais j'ai été avisé par Madame ^{Lina} ~~Lina~~, tout en étant avisé par Monsieur Marnette, c'est exact.

M. LAURENT .- Qui a le pouvoir de rouvrir un dossier qui a été clôturé provisoirement?

M. Defuisseux Le Procureur du Roi et lui-seul.

M. G. ^{Président} Mais il faut des éléments nouveaux.

M. HOTTARD Monsieur le Président, une première question Monsieur ^{Defuisseux} ~~Defuisseux~~ a rendu hommage à son collègue et ami, Monsieur Poelman qui a donc confirmé, même, précisé sur certains points les déclarations qu'il a faites à la Libre Belgique. En réponse à une de mes questions, il a précisé que son sentiment

7.2 /8

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.
CONRARDDAT.
24.11.88

(de conviction) qu'il y avait eu des trahisons était évidemment ancien, qu'il remontait à plusieurs années et lorsqu'on a entendu Monsieur Marnette notamment ~~qui a dit~~, et il y en a eu d'autres, dire : je suis heureux de ne pas avoir été chargé de l'instruction de cette affaire, parce qu'il n'y a aucun résultat et que c'est son pessimisme si jamais les mêmes drames recommençaient, on risquerait d'arriver aux mêmes carences, ma question était de demander à Monsieur le Procureur du roi, Poelman si vous avez le sentiment en ¹⁹84 et en ¹⁹85 qu'il y a, ce qui nous a paru d'une gravité extrême, la conviction chez vous, magistrat du parquet le plus important des éléments qui vous permettent de croire à une trahison dans certains milieux d'enquêtes. Est-ce qu'il n'y a pas eu de réactions, une question à Monsieur Marnette, dans les milieux chargés de l'enquête ou les milieux judiciaires pour provoquer les mesures qui semblaient s'imposer. A partir du moment où quelq'un peut croire à une ^{trahison} ~~conviction~~, l'autre croit nécessairement à des fuites. Et qui organiserait les fuites,

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7.2 /9

CONRARD

24.11.88

c'est la question que je poserai, ~~et~~ il nous a été dit qu'évidemment :

1. Monsieur ^{Poelman}..... nous a dit, ce n'est pas moi qui suis chargé de l'affaire, ce n'est

pas le Parquet de Bruxelles, c'est le parquet de Nivelles. ^{Il} ~~elle~~ a été confirmé

par plusieurs des témoins que nous avons entendu, ce sentiment d'inquiétude, pour

l'un trahison, pour l'autre de laxisme, d'autres encore de manque de coordina-

tion et pour d'autres d'organisations des fuites. Mais ce qui est d'une gravité

extrême c'est que quelqu'un avertit comme Monsieur Poelman puisse penser à une

trahison, que d'autres parlent d'organisations des fuites, remonter à des années,

^{le Procureur du Roi}
ma question est de savoir si M. ~~.....~~ a connaissance de ces réactions.

Monsieur le Président a bien fait de rendre hommage aux lettres qu'il a envoyées.

Est-ce qu'il y a eu ce sentiment qu'il y avait comme votre ami, Monsieur Poelman,

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/3/1

VAN HOOF

24/11/1988

depuis des années, des éléments qui devaient inquiéter profondément ceux qui étaient chargés de rechercher qui pouvaient être les responsables de ces 28 morts dramatiques et ce qui s'est passé.

M. Depêche .- Bien. Moi je n'ai jamais eu connaissance de fuites et des fuites il y en a eu - mais de fuites destinées ...

Monsieur le Président excusez-moi

M. HOTTARD .- /quand vous dites des fuites il y en a eu, est-ce que vous pourriez-nous

M. Depêche .- Mais il y en a eu à l'égard de la presse n'est-ce pas, on ne savait plus faire un devoir d'enquête sans que tout soit dans les journaux.

M. le Président .- Il y a une différence entre fuites et communication tout de même.

M. Depêche .- Il y a eu des communications, ~~celà~~ c'est moi qui ai les ~~xxx~~ faites et je n'en ai pas faites des dizaines, alors il y a eu des fuites.

M. le Président .- Pour nous autres des fuites ce sont des choses qui ~~peuvent~~ peuvent ...

M. Depêche .- C'est une violation du secret professionnel, Monsieur le Président pour être très clair. Je n'ai jamais eu connaissance, je n'ai jamais eu d'élément qui me permette de croire qu'il y a eu au

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/3/2

VAN HOOF

24/11/1988

sein de l'enquête des fuites qui ont été consciemment organisées pour renseigner les tueurs. Voilà.

M. le Président. - Organisées, mais peut-être ~~pas~~ ^{non} organisées. ?

Mais : il y en avait ?

M. Depierre. - A destination des tueurs ?

M. le Président. - Oui, non.

M. Depierre. - Des fuites il y en a ^{eues,} " ce sont les vents favorables que vous connaissez.

M. Jottard. - Mais indépendamment du manque de moyens matériels que vous avez dénoncé, indépendamment du manque de corps des nations dont vous avez parlé aussi, est-ce que votre inquiétude n'a pas été celle de M. Poelman ou d'autres, que c'était très grave que cette enquête soit réellement d'une gravité pareille, /se déroule dans des conditions semblables ...

M. Depierre. - C'est-à-dire ?

M. Jottard. - ... au point que votre ami et combien honoré collègue pensait à une trahison en 1984 déjà ...

M. Depierre. - Il n'y a jamais eu d'élément qui me permette de croire à des trahisons, c'est-à-dire à des fuites délibérées pour nous gêner et pour renseigner les tueurs.

M. Decker. - Il faudrait savoir qui sont les tueurs ?

7/3/3

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

VAN HOOF

24/11/1988

M. Depietre .- Il faudrait d'abord le savoir, c'est exact.

Comment pouvez-vous savoir ~~et~~

qui auraient été les tueurs, parce que si je le savais ...

Deuxièmement il y a eu des fuites dans la presse, c'est sûr, mais
: j'ai

cela je n'ai jamais pu les ~~en~~ empêcher et/à diverses reprises

écrit, adressé des notes aux enquêteurs pour leur dire : "Messieurs
s'il vous plaît, taisez-vous."

M. le Président .- Et ces fuites-là, ont-elles gêné l'enquête ?

M. Depietre .- Oui.

M. le Président .- Comment ?

M. Depietre .- Ecoutez, on fait un devoir de vérification ou on va
faire un devoir qui doit rester secret ou à la suite d'un devoir
on a découvert deux-trois choses importantes, vous comprenez bien
s'ils
que les malfaiteurs, ~~qui~~ ont lu les journaux, savent que nous avons
fait un pas dans leur direction, ~~et~~ ils ~~en~~ font un ou deux pour ~~les~~
démolir.

M. le Président .- C'était tout de même des fuites importantes ?

M. Depietre .- C'étaient des fuites ^{ai} et je les regrettais. Et cela
ne m'a pas fait que des amis du côté de la presse, mais je n'exerce
pas mes fonctions pour être aimé ^{de} tous les medias,
dépassé ce stade
il y a longtemps que j'ai/ ~~c'est~~

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/3/4

24/11/1988

M. DE DECKER.- J'ai trois question à poser.

La première, qui ^{me} vient ^{après l'intervention} ~~à l'instant~~ de Monsieur le Procureur du Roi concernant les fuites. Vous dites qu'à votre connaissance il n'y a pas ^{eu} de fuites qui, selon vous, pouvaient être considérées comme "des fuites à destination des tueurs". Votre interprétation me surprend parce que pour que vous puissiez considérer ^{que} ~~xxxxx~~ des fuites devaient être destinées à aider les tueurs, ~~pour cela~~ il aurait fallu ou il faudrait que parmi les autorités judiciaires certaines personnes sachent qui sont les tueurs, autrement votre explication me paraît un peu insuffisante dans l'interprétation des fuites.

Deuxièmement, ...

M. Deputé .- C'est une interprétation un peu jésuite de ma réponse.

M. De Decker .- Non, j'essaie d'être ...

M. Deputé .- Je dis simplement écoutez, je vais vous répondre ...

XXXXX

7/3/5

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
VAN HOOFDAT.
24/11/1988

de logique et

M. de Meindert. - Je suis ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ à court/d'argumentation,
Monsieur le Procureur du Roi, comme vous.

M. Sepinche .- Moi je n'ai pas eu connaissance de trahison.

M. de Decker .- Monsieur le Procureur du Roi, vous êtes bien d'accord
avec moi que lorsqu'une fuite est communiquée à la presse, elle
sert à tout le monde, aux tueurs ^y compris ?

M. Sepinche .- Absolument.

M. de Decker .- Merci, Monsieur le Procureur du Roi.

Deuxième question :

on a parlé tout à

l'heure de votre interview à la télévision de Suisse-romande etc'est
vrai que vous y avez parlé de prédateurs et vous nous avez donné
l'interprétation ~~que vous donniez à ce terme~~ et le sens que vous
donniez à ce terme. Si j'ai une bonne mémoire - mais vous me
contredirez si je me trompe - dans cette interview le journaliste
vous a également posé la question de savoir quel était à votre sens
le mobile de ces actes ?

3 M. Sepinche .- J'ai dit que je pensais que c'était l'argent.

2 M. de Decker .- Et vous avez répondu que c'était l'argent.

1 M. Sepinche .- C'est cela.

M. de Decker .- Alors sur quels éléments vous basez vous pour dire
cela ?

7/3/6

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
VAN HOOFDAT.
24/11/1988

M. Depêche .- Sur les éléments du dossier. Écoutez, on a dit et redit : mais enfin pour quelques kilos de café 28 morts.

M. Desecker .- Oui, c'est surprenant.

M. Depêche .- Qu'est-ce qui est surprenant ? Les 28 morts ?

M. Desecker .- Pour un magot aussi petit.

M. Depêche .- Mais, ce qui est encore plus surprenant c'est de dire que le butin n'a été que de quelques kilos de café. Vous avez le texte de la commission sous les yeux. Voulez-vous faire le compte Messieurs, ce n'est pas 25 kilos de café, c'est des millions.

M. Corvellec .- ~~XXXXXXXXXXXX~~ Twee miljoen ?

M. Depêche .- Des millions.

M. Corvellec .- Twee miljoen.

M. .- Deux millions.

M. .- Des millions.

M. Depêche .- Il y a des gens qui ont fait le décompte.

Comment ? Le total c'est plus de cinq millions.

M. Corvellec .- Neen, Mijnheer de Procureur, want in de laatste overval heeft men twee miljoen honderdduizend frank gestolen, waarvan luidens het verslag één miljoen vijfhonderd en tienduizend frank in niet verzilverbare cheques, cheques waarvan men trouwens een gedeelte heeft teruggevonden na twee keren zoeken in dus als ge alle ...

M. Depêche .- Si vous faites la différence ~~XXXXX~~ c'est un million.

7/3/7

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
VAN HOOF

DAT.

24/11/1988

M. Corbiers .- Neen, vijfhonderdduizend frank. Als ge alles optelt en ik heb het gedaan, neemt u de cijfers / dan komt u aan om en bij de twee miljoen, en ^{daar} ~~dan~~ moet ge dan nog al de auto's afnemen die men in de prak gereden heeft.

M. .- Même si c'est cinq millions, disons que ce soit cinq millions, alors ...

M. De Becker .- Le deuxième fait Alost, Monsieur le Président, ...

M. Corbiers .- Het staat in het verslag van de commissie van Justitie.

(Twistgesprekken)

M. Depêche .- Le butin s'élève à deux millions cinq cent onze mille cent et trois francs dont mil cinq cent vingt mille francs en chèques, si vous faites la différence, cela fait un million tout de même.

(Twistgesprekken)

M. De Becker .- Monsieur le Procureur du Roi, vous savez que M. Reniers ...

M. Depêche .- J'ai vu des crimes où on tuait trois personnes pour cinquante mille francs.

M. De Becker .- Mais comment expliquez-vous que M. Reniers, commissaire en chef de la police judiciaire de Bruxelles, est venu nous expliquer lui que très fondamentalement son sentiment ~~était~~ était que ce n'était pas un acte du milieu, que cela ne correspondait pas du tout au profil des activités criminelles du milieu précisément et une des raisons

7/3/8

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
BERNOLETDAT.
24/11/1988

était que le milieu n'avait pas l'habitude de poser des actes d'un tel niveau de culpabilité criminelle pour des recettes aussi médiocres.

M. Depêche .- C'est l'interprétation de M. Reniers. Je ne peux pas vous expliquer le sentiment de M. Reniers.

M. Decker .- Vous n'avez pas changé de sentiment à cet égard au cours des années, car depuis cet interview il s'est passé des mois et des années ?

M. Depêche .- Soyons très clairs. Je n'ai jamais exprimé des sentiments. Lorsque j'ai dit : ce sont des prédateurs, j'ai voulu exprimer non un sentiment, non une conviction, mais honnêtement et objectivement un profil, c'est tout.

En ce qui concerne le milieu, dans un rapport du 9 mars 1980, destiné au département de la Justice au sujet du fonctionnement de la police judiciaire, j'écrivais ceci : "L'insécurité nocturne me fait redouter que mon arrondissement ne devienne prochainement le champ privilégié de prospections, puis d'actions d'un milieu déjà existant ou ^{à naître} ~~un être~~" - je ne veux pas jouer au profète, mais je l'ai

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.

DAT.

7/3/9

BERNOLET

24/11/1988

écrit - "ou ^{à naître} ~~un être~~..."

M. le Président.- C'était donc une crainte que vous avez eu à ce moment-là ?

M. Depuëhe .- Oui.

M. le Président.- Mais vous avez eu des indices ?

M. Depuëhe .- Oui.

M. De Secher.- Une autre affaire ou un autre dossier, une affaire ^{dont} ~~de~~ on nous avait d'abord dit qu'il n'y avait pas de dossier, puis on est venu nous expliquer et nous donner les numéros de notice des dossiers, est l'affaire Pinon.

La question, que je vais vous poser, Monsieur le Procureur du Roi, je vous la pose pour deux raisons. La première, c'est que la première démarche, l'origine du dossier Pinon - un dossier au départ d'adultère - se passe totalement ou partiellement dans le ressort de votre arrondissement judiciaire.

M. Depuëhe .- En 1979, je croyais encore le faire avec vous au Palais de Justice de Bruxelles.

M. De Secher.- C'est exact. Mais la raison pour laquelle je

7/3/10

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
BERNOLETDAT.
24/11/1988

vous pose cette question est ^{non seulement là} ~~pour cela~~, mais aussi parce que vous êtes le premier magistrat qui vient devant nous après les déclarations de M. Reniers et de M. Marnett, qui nous ont notamment expliqué il existait des cassettes que dans cette affaire d'enregistrement de conversation entre lui et certaines personnes, dont je pense notamment ~~à~~ son avocat.

Il nous a dit que ces cassettes ~~c'était~~ la police judiciaire de Bruxelles ~~qui les~~ détenait. Déontologiquement, Monsieur le Procureur du Roi, trouvez-vous normal que la police judiciaire puisse maintenir, garder et non communiquer aux magistrats, dont elle dépend, des éléments de cette nature ?

M. Depierre .- C'est un problème d'ordre déontologique, qui ne relève pas de la compétence du Procureur du Roi.

M. le Président.- Mais vous avez connu tout de même le dossier ?

M. Decker .- Et si cela s'était passé chez vous, si c'était la police judiciaire de Nivelles qui faisait cela, qu'en penseriez-vous ?

M. Depierre .- Je verrai, en appréciant, car je l'ai lu également dans la presse. Mais pourquoi ont-ils détenu ^{ces cassettes} ? Je crois que

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/3/11

BERNOLET

24/11/1988

c'était pour des raisons de discrétion, comme ils ont dit devant votre commission, pour que tout le monde n'aille pas écouter ces cassettes. Je ne suis pas d'ailleurs ~~pas~~ compétent pour trancher, ni même pour vous donner des éléments d'appréciation au sujet de ces faits.

M. Le Président. - La police judiciaire est plus sûre que le Parquet.

C'est ce qu'ils ont voulu dire.

La parole est à M. Mottard.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
BERNOLETDAT.
24/11/1988

7/3/12

du Roi,

M. Mottard. - Monsieur le Procureur nous a parlé à plusieurs reprises des rapports des Parquets avec la presse et il a bien fait de nous rappeler les trois circulaires ministérielles que nous connaissons. Puis-je lui demander si, au départ de l'affaire dite des Borains, il n'a pas eu - cela me paraît normal - des contacts avec la presse, N'a-t-il pas demandé aux journalistes de conserver le silence pendant le temps nécessaire ? Il y a eu, me semble-t-il, un accord et la presse a, je crois, l'habitude de respecter déontologiquement ses accords, mais je crois que c'est après trois mois que la presse a parlé des affaires. Y a-t-il eu une rupture de l'accord et comment expliquer cette rupture de l'accord que vous avez eu avec la presse à partir de vos premières communications ?

Un point de détail, *donc* ~~mais~~ beaucoup moins important : n'y a-t-il pas eu de controverses avec, je crois, Le Soir - parce qu'il a été question de coffre-fort - dans vos contacts et qu'en réalité il n'était pas question lorsque ces faits abominables ont été commis d'un vol ou d'une tentative de vol de coffre-fort, mais tout cela concernait autre chose, ~~mais~~ *la* première question est beaucoup plus

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
BERNOLETDAT.
24/11/1988

7/3/13

importante : n'y a-t-il pas eu un accord et une rupture par la presse de l'accord que vous aviez pris ?

de pûche
M. le Procureur. - J'avais demandé début 1984 à la presse d'essayer de ne pas publier de détails, disant que le jour où on pourrait leur dire quelque chose sur l'enquête, sans gêner l'enquête, on le ferait. Cet accord, je l'avais demandé, car je n'ai aucun pouvoir sur la presse. J'ai demandé à la presse de ne rien dire jusqu'au moment où, l'enquête ayant évolué, on pourrait, ayant abouti à quelque chose, à ce moment-là dire quelque chose. Et puis, un journal a publié et ensuite les autres ont suivi.

M. Mottard. - Il y a eu un accord, puisque cela a duré pendant trois mois.

M. Le Procureur. - Il ne faut ^{pas} me le demander à moi, il faut le demander aux journalistes, mais je crois savoir que la presse doit se vendre. J'imagine qu'à un moment ils ont dit : on publie.

M. Mottard. - Selon votre explication, il faut vendre ? C'est la raison pour laquelle les journalistes seraient revenus sur ce qui était un accord, si cela a existé pendant trois mois ?

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

/3/14

BERNOLET

24/11/1988

M. le Procureur. - C'est le sentiment que j'en ai, mais je vous dirai, comme mon ami Poelman, je peux me tromper et c'est aux journalistes qu'il faut le demander.

M. Mottard. - Savez-vous autre chose, car c'est vous qui avez pris cet accord et que vous avez constaté ...

M. Le Procureur. - Il n'y a pas eu d'accord.

M. Mottard. - Si, pendant trois mois.

M. Le Procureur. - Non, ce n'était pas un accord.

M. Mottard. - Mais votre demande a été accueillie positivement par la presse.

M. le Procureur. - ~~J'ai à un moment donné~~ ou Nous espérions que l'enquête, qui avait quand même démarré d'une manière intéressante sur plusieurs points, allait progresser et j'ai à un moment donné envoyé, je crois que c'était un télex, à tous les rédacteurs en chef en leur demandant de ne rien publier et d'attendre ^{de} ~~pour~~ publier plus tard.

M. Mottard. - Mais rien n'a été publié pendant trois mois ?

STENOGR.

EVL REVIS.

DACT.

DAT.

1/3/15

ORIS

24.11.1988

M. Deprêtre. - Rien n'a été publié pendant un certain temps. Puis, on a publié.

M. Mottard. - Le témoin nous a parlé tout à l'heure de l'état d'alerte. Je voudrais revenir sur une question que je voulais lui poser. Je me suis toujours posé la question de savoir pourquoi, dans cette terrible affaire de Braine, ~~suivie de~~, l'état d'alerte n'a pas été immédiatement déclenché.

M. Deprêtre. - Je l'ai dit clairement dans mon exposé.

M. Mottard. - Voulez-vous bien revenir là-dessus ?

M. Deprêtre. - C'était parce qu'à ce moment-là, il n'y avait pas les moyens. Toutes les polices communales étaient fermées à 20 heures, et à la gendarmerie, il y avait une douzaine de gendarmes pour tout l'arrondissement, et ~~eux~~ ^{ils} étaient en patrouille.

M. Mottard. - Vous dites donc que pour une affaire d'une gravité semblable, il était impossible de déclencher l'état d'alerte.

M. Deprêtre. - Absolument. Il n'y avait pas les moyens.

Je ne dois pas vous dire ce que c'est, l'état d'alerte, mais cela implique du monde, de la disponibilité, des gens sur le terrain, mais il n'y avait personne !

M. le Président. - On peut toujours le déclencher, quand même.

M. Deprêtre. - Oui, mais cela n'aurait servi à rien.

M. Mottard. - On n'arrive pas à vous suivre, Monsieur le Procureur.

M. Deprêtre. - Cela n'aurait rien donné, mais là-dessus, je ne peux pas entrer dans le détail parce que les ^{prescriptions en matière} / de l'état d'alerte sont secrètes, aussi bien de l'état d'alerte actuel que celui ~~de~~ de l'époque. On ne pouvait le déclencher que ~~dans~~ ^{sous} certaines conditions de temps, de lieu, d'observations très précises. Elles n'existaient

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/3/16

ORIS

24.11.1988

pas. Je suis formel. Sinon, on l'aurait fait.

M. Mottard. - C'est légalement, ou en vertu d'instructions ?

M. Deprêtre. - C'est en vertu de directives des Procureurs Généraux.

Je n'en dis pas plus.

M. le Président. - Cela a changé maintenant.

M. Deprêtre. - En effet, cela c'est amélioré. Je ne peux pas vous dire en quoi.

Je ne dis pas que cela va réussir. Les Procureurs Généraux se sont sérieusement penchés sur le problème, et on a créé un état d'alerte qui est beaucoup mieux à agencer et qui peut être beaucoup plus efficace. Encore faut-il qu'il y ait des gens sur le terrain.

M. le Président. - Oui, mais maintenant, même la nuit, quand les commissariats de police sont fermés, il est toujours possible d'appeler quelqu'un, de faire venir quelqu'un, n'est-ce pas ? Ou cela reste-t-il toujours impossible ?

M. Deprêtre. - Quand le commissariat de police est fermé ?

M. le Président. - Il y a toujours quelqu'un de service, n'est-ce pas ? Il y a tellement de moyens techniques aujourd'hui. On le fait même pour les pompiers. On déclenche un système et tous les pompiers qui sont au lit sortent et arrivent sur place en cinq minutes.

M. Deprêtre. - Non, il faut des gens sur place, cela doit aller très vite. N'oubliez pas, je vous ai dit tout à l'heure que dans l'arrondissement de Nivelles, compte tenu des différents réseaux de communication, à n'importe quel moment, on peut être sorti de l'arrondissement en 15 minutes et se trouver dans l'anonymat.

M. le Président. - Je sais qu'il y a des nuances entre "très vite" et "vite", mais "vite" est toujours préférable à "rien".

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/3/17

ORIS

24.11.1988

M. Mottard. - Monsieur le Président, il y a encore une question concrète, même si elle est limitée. Il s'agit de la fameuze question sur les plongées. Ne peut-on pas considérer qu'il y a, sur ce point-là une carence ? Je me souviens qu'il y a eu une demie journée de plongées à Ronquières pour un homme, en 1985 ...

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/4/1

BLASSON

24.11.1988

et que les plongées ont été reprises, cette fois avec efficacité par le groupe Delta en 1986. Alors je vous pose cette question si importante : n'était-ce pas une erreur de se limiter à une plongée qui était insuffisante ?

M. Deprêtre .- Bien. Lorsqu'on a su, le soir des faits d'Alost, aux environs d'1 heure ou de 2 heures du matin, qu'il avait été aperçu que des gens jetaient des sacs en plastique quelque part, le long du Canal de Ronquières, la gendarmerie a fait appel à un plongeur expérimenté, celui qui est toujours requis par la Régie des Voies maritimes. C'était donc le plongeur disponible et sérieux qui a effectué sa plongée consciencieusement et est remonté en disant qu'il n'avait rien trouvé. Les gendarmes se sont alors dit que ces sacs avaient peut-être suivi le courant. Les berges ont été contrôlées cinq kilomètres en aval mais l'on n'a rien trouvé.

M. Mottard .- Et puis en 1986...

M. Deprêtre .- Oui, mais vous savez, j'ai connu des crimes dont un, par exemple, en 1972 qui se passait à St-Gilles et où le gestionnaire d'une agence de voyages, un monsieur âgé de 70 ans, a été retrouvé baignant dans son sang au fond de son officine.

Il a été procédé à une autopsie par deux médecins légistes reconnus qui ont constaté qu'il y avait des trous mais ~~xxxxx~~ n'ont rien trouvé. On s'est alors dit : fin juillet, foire

du midi, les Arabes ; l'arme du crime doit être un tourne-vis.

D'où un non-lieu. Ensuite, trois ans plus tard, nous avons reçu

diverses lettres. J'ai fait ressortir le cadavre afin de procéder

à une nouvelle autopsie et l'on a constaté ~~qu'xxxxxxx l'arme était en fait~~

une 22-long. Cela pour vous dire que les meilleurs experts du

monde peuvent se tromper et nous le savons.

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/4/2

BLASSON

24.11.1988

Le plongeur s'est peut-être trompé, je n'en sais rien. On s'est posé la question par la suite : ne serait-on pas aller redéposer les sacs après ? Je n'en sais rien. L'enquête le dira. Mais cela reste pour moi un mystère.

M. le Président _____.- Vous avez dit qu'on avait la certitude que quelque chose avait été jeté à un certain moment, après les faits d'Alost. Combien de jours après le plongeur a-t-il effectué sa plongée ?

M. Deprêtre _____.- Mais le lendemain.

M. Mottard _____.- Mais sur une distance limitée, par un seul plongeur et durant une demi-journée seulement ; c'était donc fort limité. Alors que vous aviez le fait matériel, combien important à votre connaissance.

M. Deprêtre _____.- Mais ce plongeur a fait techniquement ce qu'il a pu. C'est son métier. Vous n'allez pas lui dire qu'il faut faire tout le canal de Charleroi à Bruxelles. Il connaît son métier.

M. Mottard _____.- Mais vous pouviez avoir si nécessaire plusieurs plongeurs, puisque vous saviez que les sacs venaient d'être jetés et qu'un homme seul, plongeant une demi-journée, ne pouvait faire tout ce travail.

M. Deprêtre _____.- Nous ne pouvons tout de même pas dire à priori qu'un plongeur ne suffit pas ^{ou} qu'un médecin légiste ne suffit pas. Nous avons fait appel à un plongeur dont le sérieux était reconnu et qui a fait correctement son travail. Que s'est-il passé ? Cela reste un mystère pour moi.

M. Mottard _____.- Monsieur le Président, j'ai encore deux questions. Je ne reviens pas sur la question des enquêtes parallèles.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/4/3

BLASSON

24.11.1988

Bouhouche a été définitivement libéré. Il est vrai que 33 mois de détention préventive, c'est long du point de vue du délai raisonnable, mais avant cela il y avait eu des décisions de la Chambre du Conseil mettant les Borains en liberté. Sans demander à Monsieur le Procureur du Roi de commenter des décisions, son / sentiment à l'époque n'est-il pas qu'il y a eu à ce stade-là qui a été réformé/par la Chambre des Mises, une réaction de la Chambre du Conseil parce qu'elle aurait eu le sentiment de n'avoir pas disposé de toutes les informations que connaissait le Parquet ?

M. Deprêtre .- Vous parlez de quelles décisions de la Chambre du Conseil ?

M. Mottard .- Des décisions de mise en liberté qui ont été réformées par la Chambre des Mises.

M. Deprêtre .- En cause de qui ?

M. Mottard .- C'était Bouhouche et avant c'était Beyer, si je ne me trompe.

M. Deprêtre .- Absolument pas. Les mises en liberté qui sont intervenues - ~~mais~~ là vous me parlez d'une instruction qui n'est pas terminée mais je vais tout de même essayer de répondre à votre question - portent toutes sur des délais raisonnables. J'ai vu les décisions de la Chambre des Mises en accusation et je puis vous l'affirmer.

M. Mottard .- Mais ayant été réformées par la Chambre des Mises et maintenant suivies dans l'affaire Bouhouche, en raison des 33 mois, par la Chambre des Mises.

M. Deprêtre .- Oui, les décisions de mises en liberté sont motivées par les dépassements du délai raisonnable.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/4/4

BLASSON

24.11.1988

M. Mottard .- D'accord. Toute dernière question : il aurait été question d'un certain *Bushnick (?)* qui doit être aux Etats-Unis, si je ne me trompe, et de commission rogatoire lorsque l'affaire Bouhouche a été ~~xxx~~ dernièrement évoquée. Est-ce que pour l'interrogatoire de *Bushnick (?)* et les renseignements nécessaires, des billets "open" ont-ils été délivrés étant donné qu'il a été question à plusieurs reprises de difficultés financières ou autres. A quelle date, pour quel lieu et avec qui peut-on connaître cette indication si vous estimez ne pas pouvoir la donner ?

M. Deprêtre .- J'estime qu'étant donné qu'il s'agit d'une instruction en cours, je ne peux pas en parler.

M. Mottard .- Merci.

De heer Van Parys .- Mijnheer de Voorzitter, het leek mij nogal opvallend in de uiteenzetting van de Procureur dat hij melding heeft gemaakt van heelwat ~~xxx~~ rapporten naar het Parket-generaal met bestemming Justitie waarin hij ~~xxx~~ melding maakt van werkelijk toch wel wantoestanden in het arrondissement die dus eigenlijk verhinderden dat daar degelijk ^{wel} speurwerk zou verricht worden wetende dat er mogelijkerwijze dan toch/aanwijzingen waren dat elementen van banditisme daar zouden opduiken.

Zou het mogelijk zijn dat wij kunnen beschikken over die rapporten en over de respectievelijke reacties omdat het mij nuttig lijkt dat wij ^{oh} ~~over~~ bepaalde momenten in staat zouden gesteld worden om degenen die dan eventueel moesten reageren daarmee te confronteren ?

Deprêtre
M. ~~xxxRexixdxxx~~ Bon. En ce qui concerne ces rapports, je ne vous

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/4/5

BLASSON

24.11.1988

vous
en ai tenus que des extraits. Je ne peux pas/les communiquer
parce qu'en plus des extraits dont je vous ai donné connaissance,
il y a aussi d'autres problèmes qui concernent des personnes
ou des problèmes particuliers, pour lesquels je suis strictement
tenu au secret professionnel.

Le reste du contenu de ce rapport est d'ailleurs tout à
fait étranger à ce qui intéresse votre commission.

De heer Van Parys .- U begrijpt dat die stukken bijzonder

rijk zijn als dat inderdaad juist is. Er is inderdaad,

van Justitie, een opvolging geweest. (Is dat) een belang

voor de commissie, waaruit wij eventueel een aantal c

moeten trekken. Vandaar dat wij, hoe dan ook, moeten

staat zijn om Justitie te confronteren met de rapp

hebt zelfs de data vermeld - inderdaad zijn opgem

7/12/6
STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
CONRARDDAT.
24.11.88M. Deprêtre. -

Monsieur le Président, je vous certifie, nul besoin de prêter serment

une 2^e fois, je pense, que l'extrait que je vous ai lu, existe. Je vous ai

donné des extraits de rapports que j'ai établi à destination du pouvoir politique

en suivant la filière normale. Mais les rapports eux-mêmes, moi, je ne peux

vous les communiquer. Ils sont couverts par le secret professionnel.

M. Le Président. - Nous avons dans votre texte les dates...M. Deprêtre. -

Les dates et le contenu qui intéressent les problèmes de votre

commission ...

M. Le Président. - ... et le destinataire aussi?M. Deprêtre. -

Non

M. Le Président. - Est-ce possible d'au moins noter à côté le destinataire...M. Deprêtre. -

Mais ce sont des rapports au procureur général.... mais nous devons

toujours passer par le Parquet Général à destination du pouvoir politique.

M. Le Président. - Normalement, chez vous c'était à Bruxelles?

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

BERNOLET

24/11/1988

2/3
De heer Van Parijs .- Ik had nog een andere vraag.

Kan de Procureur ons iets meer zeggen - ik heb het deze morgen ook gevraagd - over de motieven die het Hof van Cassatie heeft ingeroepen om het dossier op een bepaald ogenblik aan Nijvel te onttrekken?

M. Deprêtre .- Il suffit de lire l'arrêt. Il a été publié. Je ne le connais plus par coeur.

De heer Van Parijs.- Ik neem aan dat U het niet uit het hoofd kent, maar ik neem aan dat U waarschijnlijk wel geïnteresseerd waart in dat ^{arrêt} ~~arrêt~~ van het Hof van Cassatie, zodat U misschien op uw geheugen kunt afgaan om enkele gronden aan het dossier van Nijvel te onttrekken ?

M. Deprêtre .- La requête en suspicion légitime était fondée sur le fait qu'un rapport n'avait pas été joint au dossier pendant une durée de sept mois. Il y avait d'autres motifs dans la requête de désaïssement. Je crois qu'il y en avait cinq ou six, je ne me le rappelle plus, mais c'est le seul qui ait été retenu. La Cour de Cassation a dit que quelles que soient les justifications ou la non-mauvaise foi, bien qu'il n'existât pas de motif de

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

BERNOLET

24/11/1988

7/11/88

déloyauté à l'égard de la défense, le seul fait que ce rapport, qui était un rapport important, n'ait pas été joint immédiatement au dossier pouvait constituer dans le chef d'un inculpé une raison de croire, lui inculpé, qu'il n'avait plus affaire à un juge indépendant. Toute la motivation de la suspicion légitime n'implique pas qu'un magistrat du siège - il n'y a pas de requête en suspicion légitime possible contre les magistrats du Ministère public - ait commis une faute, une erreur, et qu'il ait une attitude telle, sans même commettre une faute, sans même commettre un délit, que la défense puisse ne plus avoir confiance en lui.

M. le Président. - Cela vous suffit-il comme réponse, Monsieur Van Parijs ?

De heer Van Parijs. - Hebt U dan de indruk dat, op het ogenblik dat het dossier dan inderdaad in Charleroi werd behandeld en er een coördinerend magistraat werd aangeduid, ~~dat~~ het dan beter ging ? Zijn er dan concretere zaken uitgekomen dan tijdens de periode dat het dossier te Nijvel was ?

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/4/9

BERNOLET

24/11/1988

M. Deprêtre .- Je ne peux pas vous dire où en est actuellement Charleroi. J'ai dit que Nivelles et Charleroi sont restés en contact étroit dans l'hypothèse où une affaire que nous continuons à instruire à Nivelles pourrait avoir des relations avec l'affaire instruite à Charleroi. Mais comment cela se passe à Charleroi, je pense que cela se passe très bien, mais - je ne le reproche pas à Charleroi - ils ont eu d'emblée d'autres moyens que nous. Je n'aurais jamais pu avoir de locaux pour mettre mes 30 à 40 enquêteurs. A Charleroi, ils ont eu tout de suite une caserne de gendarmerie. Ils ont été là, tout de suite.

M. le Président.- La parole est à M. Eerdekens.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

BERNOLET

24/11/1988

7/2/90

M. Eerdekens. - Une dernière question à M. le Procureur du Roi sur le climat au tribunal de Nivelles. Ce tribunal a connu de sérieux ennuis au niveau de certains membres du pouvoir judiciaire puisque le président du tribunal de commerce a été révoqué.

M. le Procureur. - Il n'a jamais été chargé d'enquête criminelle.

M. Eerdekens. - Non, mais je parle du climat du tribunal et du parquet. Il s'agit donc de magistrats, ~~le barreau~~. Dans ce tribunal, il a dû, à un certain moment, régner une atmosphère pesante puisque l'un des magistrats a été révoqué après la décision de la Cour d'Appel de Bruxelles. Certains membres du barreau, dans le cadre de la plainte de Maître Graindorge ont fait l'objet de poursuites également et M. Schlicker, le juge d'instruction, a, qu'on le veuille ou non, ramassé une gifle devant la Cour de Cassation.

Est-il vraiment très agréable de travailler à Nivelles ? Quel est le climat dans ce tribunal ? Y a-t-il une atmosphère sereine, un climat de collaboration entre le Président du Tribunal et les magistrats ^{assis}, entre le Procureur du Roi et les magistrats debout ?

Quel est le climat actuellement ?

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

BERNOLET

24/11/1988

7/2/11

M. le Procureur. - Primo, vous évoquez les problèmes du Tribunal de Commerce. Cela n'a strictement rien à voir avec la manière de mener la lutte contre le banditisme. Je n'ai donc pas à répondre à cette question. Cela n'a pas d'impact.

Deuxièmement, quant à l'atmosphère qui règne à Nivelles, venez voir, nous prendrons un verre ensemble.

M. le Président. - Avez-vous plus de moyens actuellement ?

(En 1980,)

M. le Procureur. - Oui. Quand je suis arrivé à Nivelles, nous étions sept magistrats au Parquet, actuellement nous sommes dix plus deux stagiaires judiciaires. Au Tribunal, ils étaient neuf et actuellement douze. Cela va tout de même mieux.

M. le Président. - Il y a tout de même un changement.

M. le Procureur. - En 1983, c'était le moment où des magistrats devaient être remplacés, ce qui ne s'était pas encore passé.

Souvenez-vous, on a dû supprimer un tas d'audiences correctionnelles, parce qu'il n'y avait plus de magistrats pour les tenir.

Ce qui a amené des dossiers qui se sont terminés par des tas de prescriptions.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
BERNOLETDAT.
24/11/1988

7/4/82

M. le Président. - Concernant l'atmosphère, mais pas au tribunal, vous avez envoyé des lettres et des missives à M. les bourgmestres. Avez-vous eu des suites à vos demandes, car vous avez demandé qu'il soit attentif à la situation ?

M. le Procureur. - Je l'ai été, j'ai eu des suites, mais les bourgmestres m'ont dit : "Que voulez-vous, les finances communales ? On veut bien essayer de les augmenter, mais c'est tout une procédure. Il faut faire des appels publics. Il faut faire des examens. Il faut engager des candidats, ^{il ya} des députations permanentes etc..." Il faut donc trois ans pour avoir un agent de police...

M. le Président. - La parole est à M. Laurent.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

7/4/83

BERNOLET

24/11/1988

M. Laurent.- Monsieur le Président, tout d'abord une réflexion, qui ne s'inscrit pas dans le sillage de l'ambiance, pour M. le Procureur du Roi. Le mobile des tueries est évidemment un mobile de lucre. C'est à peu près quasiment la seule certitude qui est la sienne. Il nous^a/dit parallèlement que toutes les pistes ont été envisagées, y compris celles de l'extrême droite. N'est-ce pas antinomique, parce que, pour être certain, il aurait fallu identifier les coupables. Or, ~~les techniques~~ - il y a eu de grands criminologues qui nous ont expliquées les mécanismes de l'opération - on ne peut pas a priori écarter le terrorisme. Quand M. le Procureur du Roi nous dit qu'il a envisagé l'hypothèse de l'extrémisme de droite, je me permets d'être sceptique, parce que sa certitude du mobile de lucre est tellement forte et infaillible, sans aucune nuance que je ne pense pas que l'on ait enquêté , en tout cas à Nivelles, dans la direction de l'extrémisme de droite ou de gauche.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

871/1

Borremans

24.11.1988

Quels furent les rapports entre le parquet de Nivelles et la Sûreté de l'Etat ?

M. le Président. - C'était également ma dernière question, mais je vous en fais cadeau.

M. Laurent. - D'autant plus que la définition du prédateur, par le Procureur du Roi, est éventuellement quelqu'un qui a un uniforme et qui se confond avec la couleur des murailles ! Alors l'hypothèse, qu'un corps en uniforme pourrait être impliqué, a été envisagée ?

A-t-on élagué dans cette direction ?

M. le Président. - Dans ces affaires, dans ces dossiers, /avez-vous eu, de la part de la Sûreté de l'Etat, des appuis, des interventions ? Vous ont-ils envoyé des agents ?

M. Deprêtre. - Je paraîs sans doute trop ^{peu} convaincant quand je m'exprime mais, je vous répète, Monsieur le commissaire, que je n'ai jamais dit que les tueurs, c'est ça et pas ça. J'ai essayé de faire un profil qui a été repris par d'autres criminologues. C'est tout. Je n'ai aucune certitude et je n'ai jamais rien exclu. Pour de l'argent, c'est évident. Je n'ai jamais dit qu'il n'y avait pas autour et à l'entour d'autres mobiles. Je n'ai également jamais dit : pour l'extrême-droite : zéro. Jamais.

M. Laurent. - Ce ne peut pas être peut-être. Depuis Platon et Socrate on se méfie des apparences, du mythe de la caverne.

Le mobile du lucre ou de l'argent apparaît ici comme un maquillage. Un policier aussi attentif et scrupuleux que vous ...

M. Deprêtre. - Je ne suis pas policier, je suis magistrat.

M. Laurent. - Mais enfin, vous avez la police judiciaire sous vos ordres ... (bruits divers)

M. Deprêtre. - Ce n'est pas moi qui fait l'enquête, c'est la police judiciaire.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
BorremansDAT.
24.11.1988

8-1/2

M. Laurent .- Ce serait alors un camouflage ou un maquillage
cet esprit de lucre apparent ?

M. Deprêtre .- On a tout envisagé.

M. Laurent .- Donc, vous n'êtes plus du tout certain que c'est
un esprit de lucre ...

M. Deprêtre .- Je n'ai jamais fait part d'une certitude ...

M. Laurent .- J'ai cru comprendre le contraire tout à l'heure.

M. Deprêtre .- J'ai essayé d'exprimer eu égard aux éléments
objectifs de l'enquête qui étaient devant moi, que je ne pouvais nier,
~~J'ai tenté de faire~~ un profil. C'est tout.

M. Laurent .- C'est un peu comme si on volait une farde de cigarettes
à l'occasion d'un hold-up et qu'on dirait : ça, c'est le vice d'un
fumeur ! ...

M. le Président.- Il ne faut essayer de faire dire par M. le Procureur
ce que vous pensez.

M. Deprêtre .- Ne me faites quand même pas dire ce que je n'ai jamais
dit.

M. le Président.- N'insistons pas sur ce point.

Mon impression est que M. le Procureur s'exprime clairement
sur ce point. La question a été posée à plusieurs reprises par différentes
personnes et je le comprends.

M. Deprêtre .- J'ai eu des contacts secrets avec des patrons de la
Sûreté de l'Etat. J'ai vu à plusieurs reprises M. Raes. Celui-ci à
la Sûreté de l'Etat pouvait, le cas échéant, détenir des informations
qui nous intéressaient.

La Sûreté de l'Etat n'a pas trouvé d'implications substan-
tielles sur les tueurs du Brabant. Quelques petits détails ^{qui} nous ont

8-1/3

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

Borremans

24.11.1988

été communiqués, ont été exploités et n'ont rien donné.

M. le Président. - Donc, il n'y a pas eu d'intervention de Tulle et La Terrasse, c'était de votre part que vous avez pris contact, d'une part, et, d'autre part, on ne vous a pas envoyé des gens pour soi-disant vous aider ?

M. Deprêtre .- Non. Jamais et à aucun moment.

M. le Président. - Jamais !

M. Deprêtre .- Les membres de la Sûreté de l'Etat ne sont pas des officiers de la police judiciaire. La Sûreté de l'Etat est une agence de renseignements, pas une police d'enquête.

M. le Président. - M. Raes sera également interrogé sur ce point précis. Rien ne pourra être oublié, toute la lumière devra être faite.

La dernière question, avec l'accord de la commission, sera posée par M. Coveliers.

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

-1/4

VAN HOOF

24.11.1988

De heer Coveliers.- Mijnheer de Voorzitter, om netjes te eindigen zou ik nog even willen terugkomen op de zaak Pinon. Wij hebben daar namelijk al zoveel over gehoord, ~~sommigen~~...

(Twistgesprekken)

De heer Coveliers.- ^{Ten eerste} ~~Omdat~~ er hier door sommigen niet medisch gekwalificeerden nogal tamelijk adjectieven gebruikt ~~zijn~~ ten overstaan van deze man . Ten tweede, omdat als men de verhalen dan hoort -en ik druk op het woord verhalen - en leest/gaan daar nog al eens dikwijls een aantal zaken ook ~~naar de richting~~ of vooral naar de richting van Nijvel. Vandaar ^{zou} ~~dat~~ ik ook graag van de Procureur ~~zen~~ willen vernemen hoe hij staat ten overstaan van veel die zaak Pinon, die volgens sommigen heel belangrijk zou zijn en volgens anderen in feite een opgeblazen argumentatie in het kader van een familiale of een gewezen familiale relatie. Maar vermits er toch zoveel verwijzingen zijn naar het Parket van Nijvel had ik graag van de Procureur vernomen of hij de mening deelt die door de Gerechtelijke Politie van Brussel is naar voor gebracht dan wel of hij meent dat dat ernstig te nemen is ?

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

8-1/ 5

BORremans

24.11.1988

M. le Président. - C'est votre opinion. On ne parle pas des indices repris dans le dossier. On dit de M. Pignon qu'il est mythomane, etc.

M. Deprêtre .- C'est le moins qu'on puisse en dire, Monsieur le Président.

Qu'est-ce que l'affaire Pignon. Vous avez entendu le témoin à huis-clos.

M. le Président. - Non, ce n'était pas huis-clos, mais portes ouvertes, en séance publique.

M. Deprêtre .- L'affaire Pignon, qu'est-ce que c'est ? Rien.

Ce n'est rien de pénal. Ce sont des faits qui se déroulent en 1979, dans lesquels il n'y a rien de pénal, rien de scandaleux dans le sens où des personnalités ont été citées. C'est grotesque. Nous avons fait une enquête approfondie. Cela n'a rien à voir avec les tueries du Brabant wallon. Il s'agit de faits de 1979 qui se sont terminés cette année-là.

Mais alors que s'est-il passé ? Le docteur Pignon qui voulait obtenir des éléments en vue d'obtenir son divorce, a lancé des accusations, ce qui n'a rien donné et je lui ai refusé de lui accorder l'autorisation de prendre connaissance et copie du dossier répressif. Je l'ai fait parce que cela touchait à la vie privée des autres et que cela ne regardait pas M. Pignon.

M. le Président. - Ce dossier contenait également des cassettes.

M. Deprêtre .- Il n'y avait rien dans ces cassettes.

M. Pignon a rencontré un journaliste, Jean-Claude Garot, à qui il a tout raconté. Celui-ci a refusé de le publier parce que cela avait trait à la vie privée des gens.

Ensuite, il y a eu l'incendie de "Pour", qui est élucidé.

CHAMBRE - KAMER

COMMISSION
D'ENQUÊTEONDERZOEKS -
COMMISSIE

8-1/

6 STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
BorremansDAT.
24.11.1988

M. Garot, selon ses hypothèses, a dit/que l'incendie de son journal, soit
qui est de gauche, était le fait de l'extrême-droite, soit que l'on
a voulu incendier son journal pour faire disparaître des documents *peu*
importants, une confession par exemple. M. Garot précisera d'ailleurs
que c'était ridicule, qu'il ne s'agissait que de ragots...

PAR. STENOGR.

PAR. REVIS.

voir 8/2

8-2/1

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
BorremansDAT.
24.11.1988

... et que je pouvais détenir. Ensuite, l'affaire a gonflé, gonflé, gonflé.

Il n'y a donc rien et pour ce qui me concerne, Monsieur le Président, et je vais terminer par là, j'ai souffert de cette affaire Pignon parce qu'on a dit ^{si} que/le procureur du Roi ne veut pas en parler c'est donc que ...; que celui-ci ment, n'y aurait-il pas une relation avec les tueries du Brabant wallon ? A toutes ces pressions, j'ai résisté parce qu'il s'agit de la vie privée des gens. Et cela m'amène à vous reparler des tables d'écoute.

A ce sujet, il n'y a pas lieu de craindre que le pouvoir judiciaire viole la vie des gens.

Vous pouvez donc constater que j'ai joint l'acte à la parole.

8-2/2

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.

DAT.

BERNOLET

24/11/1988

De heer Conluis .- In de af luistertafels, die door de Westeuropese wetgevingen worden toegestaan, is er ook een controle ingebouwd.

Kan de Procureur mij vertellen welke controle hij voorstelt - democratische controle opdat die af luisterpraktijken niet zouden misbruikt worden ?

8-2/3

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
BorremansDAT.
24.11.1988

M. le Président. - C'est une suggestion que vous pouvez faire

M. Depêche .- J'ai lu tous les projets relatifs aux tables d'écoute, notamment celui qui fait partie du projet de protection de la vie privée de M. Gol. J'ai trouvé que c'était un peu dommage que ce projet se trouve dans un ensemble d'autres textes. Pour ma part, il faut avoir en matière de tables d'écoute une législation qui se rapproche de celle des pouvoirs qu'ont tous les officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi en matière de flagrant délit.

Les tables d'écoute, il ne faut pas les avoir quinze jours après, il faut les avoir immédiatement. C'est l'expérience française.

Si vous avez encore un instant, je voudrais vous lire un texte :.

M. Coveliers .- Concreet over de controle, Mijnheer de Procureur, want ik heb dus schrik, ik zeg dat eerlijk, nu na vandaag nog veel meer, dat men die af luister ~~en~~ apparatuur nog meer gaat misbruiken dan men nu reeds doet, nu er nog geen wet is.

Ik denk dus, zoals bij voorbeeld in Nederland en in West-
Duitsland ^{dat} ergens degelijke en ernstige controle moet zijn en dat er enerzijds geen sprake mag zijn van "farde de réserve" of van nota's, maar dat alle banden en alle teksten moeten ter beschikking zijn van zodra dat mogelijk is voor het onderzoek en zeker na bepaalde tijd voor alle verdachten en alle personen die genoemd worden en dat men bijzonder strenge sancties moet voorzien, niet

PAR.STENOGR.

PAR.REVIS.

8-2/4

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
BERNOLETDAT.
24/11/1988

alleen voor de onderzoekers, die misbruik zouden maken van die
afluisterapparatuur, maar ook voor de magistraten die dat dekken.

De heer Voorzitter. - Natuurlijk, Mijnheer Coveliers, dat zijn nu al
de conclusies van de commissie.

De heer Coveliers. - Als men hier een pleidooi voor het afluisteren
van telefoongesprekken houdt, vind ik dat men ^{er}/dat ook maar moet
bij zeggen.

De heer Voorzitter. - Nu krijgen wij opnieuw een exposé, die wij
van de Procureur eigenlijk niet moeten krijgen. Wij moeten zelf
weten wat wij daaromtrent willen. Ik ga er wel mee akkoord dat U
het advies van de Procureur vraagt, maar vraagt U het dan niet tot
in de details.

8-2/ 5

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
BorremansDAT.
24.11.1988

M. Depêche .- Ma réponse sera claire et nette.

Je souhaite que nous puissions avoir des tables d'écoute de la manière la plus large possible, un peu à la manière du droit de perquisition, c'est-à-dire tout de suite après le crime. Il faut aussi que ce soit strictement contrôlé. Par qui ? par le pouvoir judiciaire uniquement. D'autre part, je suis tout à fait d'accord avec vous pour que le secret professionnel d'un policier ou d'un magistrat qui aurait violé ce qu'il aurait entendu dans une table d'écoute, soit dorénavant puni par une peine criminelle.

De heer Coveliers.- Ook wanneer hij niet meedeelt wat hij hoort, want men kan gesprekken opnemen op meerdere wijzen. Men kan in die gesprekken een aantal zaken horen, waar men op een andere manier ~~er~~ misbruik van maakt. Daar zijn voorbeelden van. In Nederland is er daarover onlangs een bijzondere procedure geweest.

8-2/

STENOGR.

EVTL REVIS.

DACT.
Borremans

DAT.
24.11.88

M. Depêche .- Il s'agit là d'un faux par omission commis par un fonctionnaire public et c'est déjà puni de peine criminelle.

M. le Président .- Je vous remercie, Monsieur le Procureur du Roi. Peut-être va-t-on se revoir, je n'en sais rien. Merci d'être venu.

- La séance est levée.

De vergadering is ~~af~~geheven.

3

2

1

*

2

000713

TRES SECRET

CHAPITRE 1. Introduction

Toute mission, qu'elle soit de petite ou de grande envergure, doit être parfaitement organisée.

Son organisation doit garantir à la fois la bonne marche des opérations et des mouvements en cours que la sécurité entre les éléments participant au même plan.

Pour satisfaire à ces deux points, l'organisation d'une opération et sa sécurité, il a été créé le "PUMA 110" qui est un système assez complexe, mais arrivé à un tel point de précision qu'il est pratiquement imparable à un chef de faire une erreur, du moins une erreur flagrante.

000768

TRES SECRET

CHAPITRE 2. Instructions.

Pour la bonne marche d'une opération, les facteurs suivants sont de rigueur :

- 1) détail : l'opération doit être analysée dans les moindres détails afin d'éviter toute erreur de jugement.
- 2) clarté : le plan, le détail et la marche à suivre de l'opération doivent être clairs et concis afin de favoriser un emploi rapide et efficace des documents nécessaires.
- 3) complexité : le système ne peut, immédiatement, paraître clair et compréhensible pour le commun des mortels et surtout pour l'ennemi.
- 4) sécurité : les éléments participant à une opération ne peuvent connaître, pour une raison de sécurité évidente, la mission qui est assignée à l'élément voisin sauf dans les cas qui seront présentés plus loin.
- 5) contrôle : enfin, tous les documents doivent s'autocontrôler afin d'éviter toute compromission ou, le cas échéant, toute fuite.

Connaissant la valeur des cinq facteurs précédents, l'OEC doit en plus, pour accomplir

000708

TRES SECRET

0000

une mission, voir si les cinq points suivants suffisent aux conditions d'opération :

- 1) avoir un objectif précis
- 2) avoir un effectif de troupes proportionnel à la mission envisagée et raisonnable par rapport à l'évaluation de son déplacement
- 3) être en possession d'instructions valables, claires et concises
- 4) être capable de manipuler toute forme de message
- 5) être capable d'interpréter un ordre avec toute la souplesse dont peut faire preuve un chef

TRES SECRET

CHAPITRE 3.

L'ordre de mission (ODM)

Il s'agit d'un ensemble de documents qui, page après page, analysent les instructions et la marche à suivre à observer pour la mission.

L'ODM se compose de :

- 1) un en-tête identique à celui d'un message
- 2) un tableau d'opération reprenant pour un ensemble d'éléments, les instructions particulières à chacun d'eux
- 3) une feuille de mission offrant le détail et la description proprement dite de l'opération
- 4) éventuellement une ou deux annexes comportant tous les renseignements indispensables pour un complément d'information

CHAPITRE 4. Détail de l'ODM.4.1. L'en-tête.

L'en-tête comprend les indications suivantes :

- a. la classification "CLAS GRADE 2" ou "TRES SECRET"
- b. la manipulation particulière éventuelle
- c. la date et le numéro de l'ODM.

La date s'indique en six chiffres (jour, mois, année). Elle est suivie par le numéro d'ordre de l'ODM. Celui-ci se note CDMNRXXXXX, les cinq derniers "X" donnant le numéro.

Une numérotation est réservée à chaque commandement de région.

Cette dernière est représentée par les deux premiers chiffres.

Le premier ODM porte le numéro 000

Le premier janvier de chaque année la numérotation est reprise à 000 quel que soit le dernier numéro inscrit de l'année écoulée.

- d. le code d'identification "ROSENBERG".
- e. l'originateur.
- f. le ou les destinataires.
- g. le ou les destinataires pour information.
- h. le détail du contenu de l'ODM précisant le nombre de pages qui le compose, les titres des différentes parties et les en-têtes des annexes de même que leur nombre.
- i. le visa de l'autorité origine et celui du bureau de routage.

000708

TRES SECRET

j. la diffusion de l'ODM

4.2. Le tableau d'opération.

Il en existe cinq notés ODM/DIF/1 à ODM/DIF/5 (ordre de mission de diffusion X).

Un sixième (ODM/DIF/6) est prévu mais est réservé pour des missions spéciales. Le tableau de référence (TDR) est celui de la division. Son contenu est repris dans une certaine proportion dans les autres.

4.2.1. Présentation.

4.2.1.1. L'en-tête précisant :

- a. le numéro de la division sous la forme DIV/OPE/XX (division opérationnelle numéro XX)
- b. l'indicatif collectif de la division
- c. la classe de diffusion de l'ODM.
- d. le numéro d'ordre de l'ODM

4.2.1.2. Le tableau d'opération.

Il est composé de deux parties :

- 1) verticalement : le détail des unités incorporées à la division ainsi que leur OEC et leur officier en second (OEC/2).
- 2) horizontalement : cinq sections qui sont :

000708

TRÈS SECRET

- radio
- opération
- route
- plan
- sécurité

4.2.2. Détail du tableau d'opération (TLO)

4.2.2.1. Radio.

ligne mention		indication	signification
1	IND	• INDICATIF	indicatif de l'élément
2	IDR	INDICATIF DE RESERVE	indicatif de réserve de l'élément
3	FAP	FREQUENCE D'APPEL PRIMAIRE	fréquence d'appel général
4	FDT	FREQUENCE DE TRAVAIL	fréquence sur laquelle l'élément travaille
5	FDR	FREQUENCE DE RESERVE	fréquence sur laquelle travaille l'élément quand la FDT est inutilisable
6	STC	STATION CONTROLE	l'élément (dans ce cas un OEC) contrôlant les communications dans toute la division

TRES SECRET

4.2.2.2. Opération.

ligne mention indication signification

1	OEO	OEC OPERATION	l'OEC prenant le commandement de la division
2	C20	OEC/2 OPERATION	l'OEC en second de la division. N'intervient qu'en cas de neutralisation du premier
3	UDR	UNITE DE RESERVE	l'unité qui n'intervient qu'en dernier recours
4	UDC	UNITE DE COUVERTURE	l'unité chargée de la protection des troupes lors de l'attaque ou de la défense
5	ULP	UNITE LOGISTIQUE PRIMAIRE	unité logistique principale fournissant tout besoin à la division

TRES SECRET

4.2.2.3. Route.

ligne mention indication signification

1	PDD	POINT DE DEFANT	lieu de rassem- blement avant le début de l'opération
2	PCP	POINT DE CONTROLE PRINCIPAL	poste central de contrôle du trafic et d'o- pération durant la mission
3	PFO	POINT FIN D'OPERATION	lieu de rassem- blement après exécution de la mission

4.2.2.4. Plan.

ligne mention indication signification

1	NDC	NUMERO DE CONVOI	numéro de con- voi de l'élément
2	NOB	NUMERO ODM NIVEAU B	numéro de l'or- dre de mission de l'unité
3	NOR	NUMERO ODM RESERVE NIVEAU B	numéro de l'or- dre de mission de réserve de l'unité

TRES SECRET

4.2.2.5. Sécurité.

ligne mention indication signification

1	PDA	PLAN DE DISPERSION NIV A	plan de disper- sion destiné à toute l'unité et ce jusqu'au plus petit élément
2	PDB	PLAN DE DISPERSION NIV B	plan de disper- sion général pour l'unité
3	PDS	PLAN DE SECURITE	plan de sécurité en vigueur dès le début de l'opération

4.2.2.6. Remarques.

Modifications concernant les ODM destinés
à un degré opérationnel supérieur à la
division.

- quatre des cinq sections précédentes
sont utilisées :
- 1) radio : reprend toutes les lignes
du 4.2.2.1.
- 2) opération : reprend les lignes
1 et 2 du 4.2.2.2
- 3) plan : reprend les lignes 2 et 3
du 4.2.2.4. avec référence
au niveau adéquat.
- 4) sécurité : reprend les lignes 2 et
3 du 4.2.2.5. avec référence
au niveau adéquat.

TRES SECRET

- toutes les annotations sont, bien entendu, adaptées suivant les degrés opérationnels concernés.

4.3. La feuille de mission (FDM)

Elle délimite le champ d'action de l'opération et précise ses grandes lignes. Elle s'articule sur six sections dont voici le détail :

4.3.1. Situation.

Para a. Forces ennemies.

Composition, dispositif, emplacements, mouvements, estimation des effectifs, identification et intentions.

Para b. Forces amies.

Renseignements sur les forces amies autres que celles auxquelles s'adresse l'ordre de mission, mais dont les opérations sont susceptibles d'influer directement sur les mesures prises par les unités subordonnées.

Para c. Renforts et prélèvements.

Détail des renforts disponibles durant la mission de même que les unités dans lesquelles, le moment critique, il est possible de faire des prélèvements. Précise à partir de quel moment ils sont utilisables.

000708

TRES SECRET

Para d. Evaluation.

Ici, le rédacteur peut donner ses impressions intimes, ses conseils éventuels et son évaluation de la situation.

4.3.2. Mission.

L'OEC expose clairement et brièvement la mission de l'unité, de la division et le but qu'elle poursuit. Il donne le pourquoi et le comment.

4.3.3. Exécution.

Description des objectifs et de la marche à suivre de l'opération. Cette section se présente sur quatre colonnes qui sont de gauche à droite :

- a. l'heure de début d'exécution
- b. les objectifs et leurs coordonnées
- c. l'heure de la fin d'exécution
- d. les remarques éventuelles pour chacun des points, chacun des objectifs.

4.3.4. Logistique.

Énumération des dispositions logistiques prises pour le soutien de l'opération et intéressant principalement les unités et les formations à soutenir.

Sont indiqués également les emplacements et éventuellement les heures de stationnement de chaque compagnie lo-

TRES SECRET

gistique de même que la spécialité de chacune d'elle.

4.3.5. Commandement.

Indique l'emplacement et les mouvements du Quartier Général, la liaison assurée, les instructions concernant la reconnaissance et l'identification.

4.3.6. Information.

Donne toute les instructions à observer en ce qui concerne :

- a. les prisonniers, les habitants et autres personnes.
 - Plan prévoyant l'isolement et l'utilisation de ceux-ci comme source de renseignement.
- b. les documents pris à l'ennemi.
 - Instructions concernant le traitement et l'exploitation des documents pris à l'ennemi à partir de leur prise jusqu'à leur réception pour le personnel du renseignement spécifié.
- c. le matériel pris à l'ennemi.
 - Désignation des matériels ou des catégories de matériels ennemis exigeant un examen et les instructions particulières concernant leur exploitation et leur enlèvement.

00 708

TRES SECRET

4.4. Annexes.

Seront ajoutées ici, si cela s'avère indispensable au bon déroulement de l'opération, les annexes susceptibles d'aider l'CEC dans sa tâche.

Dans ce cas, la section annexe comportera :

- 1) un aperçu de la situation tactique (croquis)
- 2) l'évaluation tactique et stratégique pour les deux jours à venir
- 3) les notes personnelles éventuelles du Haut Etat-Major.

000748

TRES SECRET

CHAPITRE 5. Les types d'ODM.

5.1. ODM/DIF/1.

C'est un ODM remis à l'OEC d'unité. Aucune précision sur le contenu d'un ODM de diffusion égale ou supérieure ne lui est divulguée.

Cet OEC n'est pas au courant de l'AGEFLO.

5.2. ODM/DIF/2.

Il est remis à l'OEC de division.

Il ne reçoit aucune précision sur le contenu d'un ODM de diffusion égale ou supérieure si COLCENTRA le juge nécessaire; de même pour l'AGEFLO.

ATTENTION : une unité seule et agissant seule a le statut d'une division.

5.3. ODM/DIF/3.

Il est remis à l'OEC de corps.

L'OEC ne reçoit de précision sur le contenu d'un ODM de diffusion égale ou supérieure et de l'AGEFLO que si COLCENTRA le juge nécessaire.

5.4. ODM/DIF/4.

Il est remis à l'OEC de

000708

TRES SECRET

de groupe.

Il est au courant du contenu des ODM de diffusions égales et supérieures.

Il est en possession de l'AGEFLO.

5.5. ODM/DIF/5.

Il est remis personnellement par COMCENTRA à l'OEC de groupe-ment.

Remarque : l'AGEFLO est rédigé par COMCENTRA et ce toujours en la présence de l'OEC de groupe-ment.

5.6. ODM/DIF/6.

C'est un ODM spécial et réservé à des opérations très particulières.

Cet ODM est propre à la mission d'un ou plusieurs individus intégrés à un "élément".

L'ODM/DIF/6 est très rarement utilisé.

TRES SECRET

CHAPITRE 6. Remarques.

- 1) Chaque OEC détient les copies de tous les ODM de ses subordonnés.
2) Chaque échelon opérationnel correspond à un niveau.
Ces niveaux facilitent, entre autre, l'administration et la logistique.

NIV A : une personne ou un groupe de personnes ayant une mission déterminée

NIV B : l'unité

NIV C : la division

NIV D : le corps

NIV E : le groupe

NIV F : le groupement

- 3) Dans le cas d'une opération éclair, un ODM spécial est rédigé. Toutes les données sont réunies alors dans un seul et unique message, message qui est évidemment classifié "CLAS GRADE 2" ou "TRES SECRET".

Un tel ODM n'est valable que pour le mouvement et les opérations d'une et une seule unité (NIV P).

La date et le nom de l'opération sont précisés par message CODOP avant la rédaction de l'ODM, et ceci afin d'éviter toute compromission. Cette dernière remarque est appliquée également à tout autre ODM quand cela s'avère nécessaire.

~~0 TRES SECRET~~

/

/UNI/

/2/UNI/

/UNI/

/2/UNI

/

/UNI/

/c/UNI

/

/UNI/

/2/UNI/

[illegible]

~~TOP SECRET~~

Table des matières.

Chapitre 1. Introduction	p.1
Chapitre 2. Instructions	p.2/3
Chapitre 3. Ordre de mission	p.4
Chapitre 4. Détail de l'ODM	p.5
4.1. En-tête	p.5
4.2. Tableau d'opération	p.6
4.2.1. Présentation	p.6
4.2.1.1. En-tête	p.6
4.2.1.2. Tableau d'opération	p.6/7
4.2.2. Détail du tableau d'opération	p.7
4.2.2.1. Radio	p.7
4.2.2.2. Opération	p.8
4.2.2.3. Route	p.9
4.2.2.4. Plan	p.9
4.2.2.5. Sécurité	p.10
4.2.2.6. Remarques	p.10/II
4.3. Feuille de mission	p.11
4.3.1. Situation	p.11/12
4.3.2. Mission	p.12
4.3.3. Exécution	p.12
4.3.4. Logistique	p.12/13
4.3.5. Commandement	p.13
4.3.6. Information	p.13
4.4. Annexes	p.14
Chapitre 5. Types d'ODM	p.15
5.1. ODM/DIF/1	p.15
5.2. ODM/DIF/2	p.15
5.3. ODM/DIF/3	p.15
5.4. ODM/DIF/4	p.15/16
5.5. ODM/DIF/5	p.16
5.6. ODM/DIF/6	p.16

000708

TRES SECRET

Chapitre 6. Remarques
Exemple ODM/DIF/2
Table des matières

p.17
p.18
p.19/20

Objet: Assemblée Générale du Directoire Extraordinaire du 8 mai 1978.
Vote des amendement des directeurs du Directoire.

1er Article: La Communauté aura un Président Souverain; il s'agira d'un président d'honneur.

2è Article: Compétence du Président: -voix délibérative; droit de veto; inviolabilité;
le Président du Directoire est responsable avec les Directeurs des actes du Président d'Honneur.
Celui-ci sera la première personne d'Ouwendijk.
Droit de dissoudre le Directoire.

3è Article: La présidence d'honneur est confiée à Son Altesse Royale le Prince Philippe de Belgique à daté du 15 novembre 1978.

4è Article: La Communauté aura un président du Directoire. Il aura les mêmes compétences qu'anciennement le Président de la Communauté sauf l'inviolabilité et la préséance.

5è Article: Ce poste est attribué à Patrick Huart.

6è Article: Le Prince Philippe est décoré du ruban de Grand-Croix de l'Ordre du Mérite.

7è Article: Les Couleurs Nationales seront arborées par tous les membres du Directoire aux dates du 8 mai (Fête d'Ouwendijk et V Day), 21 Juillet (Fête Nationale), 11 et 15 novembre (Armistice et Fête de la Dynastie).

8è Article: Les Niveaux I et Niveau 2 devront être bilingue pour le 8 mai 1980.

9è Article: Ouwendijk se donne le but sacré de réunir tous les jeunes belges autour de notre Monarchie.

10è Article: Tous les Membres du Directoire devront prêter le Serment Constitutionnel suivant: "Je jure Fidélité au Roi, à la Constitution et aux Lois du Peuple Belge". Sans cela, la nomination est nulle.

11è Article: Les deux langues utilisées par Ouwendijk seront le Français et le Néerlandais et ce, dans TOUT le Pays.

12è Article: La Communauté aura des Conseillers et des Membres d'Honneurs. Ceux-ci auront un avis consultatif et ne prendront pas part au vote.

13è Article: La création d'un Office Artistique.

Compétences: théâtre, Poésie et Musique; Explorations du Monde. Ph. Walter directeur. Cet Office dépendra de la Direction Culturelle.

14è Article: La création d'un Office des Sports. Annexé au Staff de la F.M.R. M. Peron directeur.

15è Article: La Création d'un Service de Santé confié à Mr. J.F. Wilmart. Dépendant de la F.M.R.

16è Article: Hommage au Soldat Inconnu le 8 mai de chaque année à partir de 1979.

17è Article: Cartes de membres. De couleur rouge avec photo pour les membres 2; blanche & autres.

18è Article: Création d'un service Protocole. En poste: Mr. J.L. Ghilain.

19è Article: La Direction des Relations Extérieures sera en contact permanent avec les Représentants Etrangers près la Communauté.

France: membre d'Honneur V. Giscard d'Estaing. Représentants: SAI Jérôme Napoléon V. Huré, ambassadeur de France en Belgique.

Pays-Bas: membre d'Honneur: SM la Reine Juliana; représentant: G. Insinger, ambassadeur des Pays-Bas en Belgique.

Grande-Bretagne: Lord Saint-James.

20è Article: Les Présidents et Vice-Présidents ainsi que deux directeurs à tour de rôle seront tenus d'assister aux Défilés Militaire et Te Deum des 21/07 et 15/11.

Fait à Bruxelles, et cloturé le 26 avril

Signé:

Etat-Major Principal

LE COMMANDEMENT

.....

Braine le Château, le 07 FEV. 1973

COPIE

Note de service à destination de Monsieur Ivan Caric, administrateur et 1er Enseigne du sein de la F.M.R.

Cher amis,

Je vous communique deux choses importants concernant la F.M.R. Tout d'abord, la restructuration du Comité de direction donne de net changements au sein du staff de la F.M.R. Ainsi, la suppression du grade de général et d'autre titres permet que vous soyez nommé 1er Enseigne, commandant le Service Général de l'Encadrement (S.G.E.) soit l'administration générale de la F.M.R., le poste le plus important après le mien. Vos fonctions vous permettront d'accéder rapidement à un rang plus élevé, c'est ainsi que je vous demanderai de bien vouloir juxtaposer la mention FF (faisant fonction) à coter de votre titre.

Ensuite, je présenterai tous prochainement à Monsieur le Président de la Communauté l'acte final, à fin de légalisation, de la liste des insignes, rangs, uniformes, marches, odes et hymnes de la F.M.R. A ce sujet, je dois reconnaître que votre plan était fort intéressant. Voici ma décision:

- a) Insignes: ancre de marine dorée pour les Marines, lauriers pour les Rangers et faisceau de lauriers et verges pour le Staff. L'insigne F.M.R. est une réalisation de la Maison EMEL avec la collaboration de Melle E. Sarfati.
- b) Grades: pour le cadre supérieur: de I à 3 étoiles dorées à cinq branches (étoiles de Commandant d'Unité: foulard amarant, Adjoint d'Unité: foulard bordeaux, 1er Enseigne: foulard vert, 2e Enseigne: foulard orange, Aspirant: foulard jaune, 1er Maître Principal: foulard noir, Maître Principal: foulard brun, Contre-maître: foulard gris, Quartier-Maître: foulard blanc, Marines et Rangers: foulard bleu.
- c) Etendards: les drapeaux de la 1ère Unité Rangers: citations: 1ère Unité de Rangers - fourragère de l'Ordre du Mérite "Semper Prodesse" (recto) - G.O. de l'O.M. (vert/amarant) "Ouwendijck 73-76" "Giethoorn" - badge de l'ERM - Waredsous 78 (verso) - badge des C.I. de l'Armée Belge.
- de la 1ère Unité Marines: citations: 1ère Unité de Marines - Cordon de Commandeur de l'O.M. "Semper Fidelis" (recto) - badge de COLENAV-FNB "Ouwendijck 72-75" "Giethoorn" (verso) - badge du COLENAV-FNB - badge de la Kon. Ned. Marine.
- d) Marches et sonneries: un choix de 11 sonneries, 6 rengaines, 3 carroussels, 4 odes, 8 marches et 2 hymnes.
- e) Uniformes: votre proposition.

Toute remarque est à signaler dans les meilleurs délais.

La décision par la légalisation sera introduite auprès de la Direction aux Affaires.

FOURNAIRE DES OUVRIERS DE LA J.K.

LE 12 / II / 1977.

Direction des Marines et Rangers

LE DIRECTEUR

BRECEL.

LE Officier

EST ELEVE AU GRADE DE Premier Enseigne

IL EST AFFECTE au 1er Bataillon de Rangers.

CET ARRETE ENTREERA EN VIGUEUR LE 15 / II / 1977.

DE PAR LE COMITE DES ANCIENS OUVRIERS DE LA J.K.

Marc FÉRON
Directeur-Général

Rapport de manifestation dans la botte de Givet (France)

NOUS COMPTONS SUR 246UU DEX G YPSHP DMDHX.
 APRES QUELQUES MINUTES NOUS SOMMES FACE A UN BARAGE
 DE CRS.
 CINQ MINUTES DE DISCUSSION LES 146PP URSJ3 IFMHT QUI
 ESPERAIENT POUVOIR PASSER SANS ENCOMBRE RECOULENT, PEUT
 ETRE SUITE A LA LANCE D'UN COCKTAIL MOLOTOV LANCE PAR L'UN
 DES NOTRES. PANIQUE DANS NOS RANGS, NOUS RECULEONS D'UNE
 CENTAINE DE METRES, APRES DE NOUVELLES DISCUSSIONS LES
 MANIFESTANTS SE DISPERSENT A TRAVERS CHAMPS.
 LES CRS LENCENT DES GRENADES FUMIGENES, MANQUE DE CHANCE
 POUR EUX LE VENT POUSSE LES VAPEURS DANS LEUR DIRECTION,
 CE SONT EUX QUI SONT ASPHYXIES.
 APRES UNE DEMI HEURE DE VORHANP/COMBAT/INHANP LES CRS
 SEREPLIENT VERS LA CITE CIBLE DE NOTRE ACTION.
 SEULS UNE DIZAINE DE MANIFESTANTS PASSENT ET ATTENDENT
 LES AUTRES.
 UNE DISCUSSION S'ENGAGE ENTRE NOUS ET LES HABITANTS DU VIL-
 LAGE.
 NOUS SOMMES MAL RECUS, LES RESIDENTS NOUS INFORMENT QUE
 SI NOUS VOULONS MANIFESTER NOUS N'AVONS QU'A LE FAIRE CHEZ
 NOUS, CAR EUX SONT CONTENT D'AVOIR UNE CENTRALE ET QUE
 CELA NE NOUS REGARDE PAS, DE PLUS ILS AJOUTENT QUE SI
 NOUS AVON ENVIE DE VORHANP/TAPER SUR LA GEULE DES FLICS
 NOUS N'AVONS QU'A LE FAIRE SUR LES NOTRES (SIC)/INHANP.
 PAS DE SUITE A CETTE ALTERCATION.
 LES CRS SE REPLIENT SUR LA VILLE.
 10 MINUTES UN QUART D'HEURE PLUS TARD LA GARDE MOBILE
 ARRIVE, NE S'ARRETE PAS ET VA REJOINDRE LES CRS.
 APRES LEUR PASSAGE NOUS FORMONS UN BARRAGE SUR LA ROUTE
 PENDANT PLUS OU MOINS 10 MINUTES; ENSUITE NOUS NOUS REMETONS
 EN MARCHÉ.
 UNE DATSUN JAUNE IMMATRICULEE EN BELGIQUE VIENT SIGNALER
 QUE DEUX R4 SUPPOSEES APPARTENIR A LA BSR VIENNENT DANS NOTRE
 DIRECTION ET FONT DEMI TOUR APRES QUE LES CHAUFFEURS NOUS
 AIENT VU.
 A 250 METRES DE L'ENTREE DU VILLAGE LE CHAUFFEUR D'UNE
 RENAULT NOIRE IMMATRICULEE EN FRANCE INFORME 334VV BXCUC
 QUE LES CRS ET LA GARDE MOBILE METTENT EN PLACE UN DIS-
 POSITIF D'ENCERCELEMENT DU VILLAGE. SI NOUS ENTRONS NOUS
 SOMMES PRIS.
 IL SEMBLE QUE LE CONDUCTEUR ET L'HOMME DE LA RENAULT CONNAISSAIENT
 LA TROISIEME PERSONNE, PAS DE REPONSE/INHANP.
 MMH ANNALES SIX FEUILLES
 OOO. SALUTATIONS
 TTTT
 ARARAR

ACP
 DDED/225
 JB
 RRR
 KKK
 O30583II46
 VON ARMAGUEDON
 AN KOMSKREGERU
 TACHTER
 TTTT
 OBJET : INFILTRATION AU 355WW EYCZI DJUNO
 DATE : 240482II30
 VORHANP/MISE AU NET DU RAPPORT DE NICOLAS/INHANP
 LE 240482II30, JE ME SUIS RENDU AU LIEU DE RENDEZ-VOUS
 REPRIIS EN:OBJET, DANS LE BUT DE PARTICIPER A L'EXCURSION
 MENSUELLE A IIIYY GEDCA.
 JE SUIS ARRIVE SUR PLACE VERS II45H EN MEME TEMPS QUE
 DEUX PERSONNES QUE JE N'AVAIS ENCORE JAMAIS VUES.
 A II45H NOUS M'ETIONS ENCORE QUE CINQ A ATTENDRE LE BUS.
 VERS MIDI LE COMITE ORGANISATEUR EST ARRIVE VORHANP/SIX
 PERSONNES DONT 246TT AIVFN MOJIC/INHANP.
 A 1230H ILS ONT DECIDES D'ANNULER L'EXCURSION ET ONT
 RENVOYE LE CAR.
 UNE COLLECTE A ETE FAITE POUR PAYER LE CHAUFFEUR.
 MONTANT 500 FRANCS.
 J'AI ENTENDU DIRE QUE 355XX KILPK ETAIT PARTI LE MATIN
 VERS L'OBJECTIF AVEC LES MEMBRES DU GROUPE 5288S UJIQUE
 UJIQUE LJTIA IHSIO.
 CETTE SEMAINE UNE PROJECTION CINEMATOGRAPHIQUE A EU
 LIEU. COUT DE LA LOCATION DU MATERIEL ET DES FILMS
 I 100 FRANCS FRANCAIS, RENTRES EN CAISSE I 100 FRANCS
 BELGES, IL M'Y AVAIT QUE QUATRE SPECTATEURS.
 LE CAR APPARTENAIT A LA COMPAGNIE 534TT BUCQ IYOJZ,
 LES NOMS CITES DANS LE RAPPORT PRECEDENT PEUVENT ETRE
 OUBLIES.
 IL SEMBLE QUE CE SOIT LA MANIFESTATION DES JEUNES POUR
 L'EFFLOI QUI SOIT LA CAUSE DU MANQUE DE PARTICIPANTS
 A CELLE A LAQUELLE JE DEVAIS PRENDRE PART.
 C'ETAIT LE MEME CHAUFFEUR QUE LA DERNIERE FOIS, CELUI
 QUI AVAIT AUSSI MANIFESTE AVEC LE GROUPE.

BUT: - SURVEILLANCE DES ALLÉES ET VENUES

- SI POSSIBLE, FILER L'OCCUPANTE DES LIEUX

SIGNALEMENT: FEMME

1,65 m

• NIMÉE.

• TRÈS BASANÉE, TYPE PAKISTANAIS
(PLUS FOMCÉE QUE PAROCHAINS)

• ÉLÉGANTE

• LUNETTES À MONTURE FOMCÉE

CONSTANT

• VERNIS À ONGLES ET "ROUGE" À LÈVRES
TURQUOISES

• IMPER BLEU-MARINE

• FICHU TURQUOISE.

• TRÈS LONGS CHEVEUX TRÈS NOIRS.

VARIABLE

• EXTÉRIEUREMENT MÉRIANTE, PROFESSIONNELLE DE LA CONTRA-FILATURE

• PROBABLEMENT PROSTITUÉE.

• MAÎTRESSE OCCASIONNELLE DE ILLITCH RAHIREZ SANCHEZ (DIT CARLOS)

MISSION: REPERER TOUT CE QUI ROUGE (ATTENTION: NÉBECIN AU N° 35)

• FILER LA "PAKISTANAISE"

• SI ELLE PART EN TAXI: NOTER L'HEURE

• LA COMPAGNIE DE TAXI

• LE N° DE LA VOITURE

• LA PLAQUE.

• SI ELLE EST ACCOMPAGNÉE

• - - - -

• + PHOTO SI POSSIBLE.

SIGNALEMENT LE 3-4-72: JUNE TURQUOISE

LUNETTES

VESTE FOURRURE (CLAPIN)

ATTENTION À CUU 165 (VOITURE QUI L'A CHARGÉE)
P SANS DOUBT VERT POMME

QU'IL ÉTAIT POSSIBLE AU CHAUFFEUR DE VOIR CE QUI CE

PASSAIT SUR LE TROTOIR DE GAUCHE.

GGG. TAXIS VUS DANS LE SECTEUR DE SURVEILLANCE:

- IMMAT NUMERO CHAUFFEUR.

CXS 427 109. (VU DEUX POIS).

CNI 341 79.

EKE 385 188.

AUTRES VEHICULES:

6 IMMAT REMARQUES.

DSY 826 FORD TAUNUS BRUNE DEUX HOMMES A BORD.

DJ 511

DKD 506 IMMAT INCERTAINE.

DRT 588

ECI 641

CAU 535

HHH.

1839H UNE FEMME DE RACE BLANCHE, AGÉE DE 20 A 25 ANS, TAILLE

1M 80. CHEVEUX NOIRS EN CHEIGNON, VETUE D'UN PULL ET D'UN

JEANS BORDEAUX QUI PORTAIT UN SAC SPORT ROUGE A DEMANDE

L'HEURE A KRAMERS PUIS EST PARTIE VERS L'AVENUE 355Y

JTOD INDWL OU ELLE S'EST ARRÊTÉE A LA HAUTEUR DU NUMERO

235. ELLE A ÉTÉ REJOINTE PAR DEUX OU TROIS AUTRES JEUNES

ET ONT ATTENDU ENSEMBLE 1900H ET L'OUVERTURE DE LA GRILLE

OU DE LA PORTE DE LA MAISON SISE A CE NUMERO.

SALUTATIONS.

TTTT

ARARAR